

SOUVERAINETÉ SANITAIRE

**KOUIDRI PASSE EN REVUE LES PROJETS
DE PEPTIDES ET DE THÉRAPIE
CELLULAIRE PORTÉS PAR SAIDAL**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a présidé mercredi, au siège du Centre de recherche, de développement et d'innovation de Saidal à Alger, une séance de travail réunissant les responsables du groupe public. Cette rencontre portait sur l'état d'avancement des travaux préparatoires liés à deux initiatives majeures : la fabrication de peptides sur le territoire national et la mise en place de l'Institut algérien de thérapie cellulaire et génique, selon un communiqué du ministère



P.4

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 29 Safar 1448 - 13 Août 2026 - N° 1366 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

PALESTINE OCCUPÉE

**4769 JEUNES
DÉTENUS DANS LES
PRISONS SIONISTES**



Dans un communiqué publié mercredi à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, le président de la Commission des affaires des détenus et des ex-détenus en Palestine, Raed Abu al-Homs a déclaré que "4769 jeunes hommes et femmes, âgés de 18 à 40 ans, sont détenus dans les prisons de l'occupation sioniste", précisant que ce nombre comprend 4713 détenus et 56 détenues.

P.7

COOPÉRATION
ALGÉRO-CHINOISE ET
GRANDS PROJETS
D'INFRASTRUCTURE

**ABDELKADER DJELLAoui
FAIT LE POINT AVEC LA
DIRECTION DU GROUPE
CHINOIS CCCG**

L'avancement du chantier d'agrandissement du complexe portuaire phosphatier d'Annaba ainsi que la modernisation de la desserte ferroviaire minière Est ont fait l'objet de discussions poussées, hier mercredi au siège du ministère, entre le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et Chen Zhong, directeur général adjoint de la société China Communications Construction Group (CCCC).

P.16

RENTÉE SOCIALE 2026-2027

**LE PREMIER MINISTRE
INSTRUIT LES WALIS D'ACCÉLÉRER
LES PRÉPARATIFS**



P.3

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier mercredi, une réunion par visioconférence avec les walis de la République, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, du ministre de l'Éducation nationale ainsi que de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

**« L'ALGÉRIE S'EST ENGAGÉE TRÈS TÔT DANS UNE DÉMARCHE D'AUTONOMISATION
DES JEUNES ET D'INVESTISSEMENT DANS LEURS CAPACITÉS**

Le ministère de la Jeunesse a souligné, mercredi dans un communiqué, à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la jeunesse, que l'Algérie victorieuse s'est engagée très tôt dans une démarche nationale fondée sur l'autonomisation des jeunes, la promotion de leur participation et l'investissement dans leurs capacités et leurs énergies.

P.3

VALORISATION DU FONCIER TOURISTIQUE

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR TROIS WILAYAS CÔTIÈRES

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé mardi dernier, une rencontre de coordination dédiée à la régularisation et à la mise en valeur des assises foncières destinées au tourisme dans les régions de Jijel, Skikda et Oran, comme l'a rapporté un communiqué officiel.

Par Saïd Slimani

Organisée dans les locaux du département ministériel, cette assise a réuni un délégué du wali de Jijel, le patron de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT), ainsi que les responsables locaux du tourisme et de l'artisanat pour les trois wilayas concernées. L'ordre du jour portait sur l'avancement du processus de "réhabilitation du patrimoine foncier touristique et de son organisation en vue de dynamiser l'investissement dans ces territoires", précise la même source.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie sectorielle visant à "mettre en relief le potentiel foncier existant et à le transférer à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) pour concrétiser des projets susceptibles de booster le tourisme et l'économie locale".

Durant les échanges, Mme Meddahi a souligné que "l'action d'assainissement favorisera la récupération des Zones d'expansion touristique (ZET) déjà viabilisées et libres de toute entrave, pour n'y intégrer que les terrains relevant du domaine privé de l'État".

Elle a aussi précisé que cette démarche permettra de "mettre en conformité les réalisations publiques et privées implantées au sein de ces périmètres", avant d'énoncer plusieurs directives, telles que "la production de rapports détaillés et étayés concernant les espaces ayant dévié de leur affectation touristique, que ce soit par l'urbanisation croissante, l'édification d'infrastructures ou l'occupation de terres forestières et agricoles, ainsi que l'utilisation de bases de données réactualisées croisant les Plans d'aménagement touristique (PAT), le cadastre et les références



techniques, avec des vérifications terrains régulières".

S'agissant des PAT, la ministre a requis "leur achèvement dans les délais fixés", insistant sur "la purge des contentieux fonciers pour constituer un réservoir de parcelles exemptes de blocages juridiques ou techniques, offrant ainsi aux investisseurs des supports viables, ce qui hâtera la concrétisation des projets, générera de l'emploi et appuiera le développement territorial".

Elle a également mis l'accent sur "la sauvegarde du domaine touristique par un contrôle périodique effectif sur le terrain et la signalisation

aux entités compétentes de toute infraction constatée, de même que l'accélération du bornage des ZET, afin de consolider leur protection et celle du foncier touristique dans son ensemble".

Pour garantir le succès de cette politique, la responsable a plaidé pour "une synergie accrue entre les directions du tourisme, les services des Domaines, la Conservation foncière et les collectivités locales, en vue de lever tous les obstacles et de résoudre les situations en suspens, tout en dressant un état des lieux chiffré de manière récurrente".

En clôture, Mme Meddahi s'est

réjouie de l'élan touristique observé, appelant à "redoubler d'efforts pour promouvoir le tourisme domestique et séduire les familles algériennes, compte tenu des richesses exceptionnelles que recèlent les diverses wilayas du pays".

Elle a enfin exprimé sa gratitude aux walis, aux instances locales et aux corps de sécurité pour "leur soutien permanent à la réalisation des projets touristiques et leur contribution à offrir un cadre agréable aux vacanciers, en phase avec la vision de l'État et les objectifs du secteur".

S.S

BOUZEGZA À AÏN DEFLA

DES MESURES D'URGENCE POUR SÉCURISER L'ALIMENTATION EN EAU DANS CETTE WILAYA

La wilaya d'Aïn Defla va bénéficier d'un dispositif exceptionnel portant sur la fourniture de pompes, de générateurs électriques et d'autres équipements indispensables au bon fonctionnement des infrastructures hydrauliques et à la qualité de la distribution d'eau potable, a déclaré mardi le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza.

Par Malek Gaya

En déplacement dans cette région pour une mission de terrain, M. Bouzegza a indiqué qu'en réponse à la sollicitation des instances locales, il a été validé "un plan d'urgence destiné à doter la wilaya des moyens matériels nécessaires, afin de permettre la mise en exploitation des ouvrages achevés et d'en tirer un meilleur rendement".

Il a rappelé que la priorité absolue reste la mise en service rapide des réalisations finalisées pour améliorer le service public de l'eau, tout en insistant sur l'achèvement des chantiers en cours et l'accélération des démarches relatives aux opérations programmées pour l'exercice 2026.

Le ministre a également réaffirmé la nécessité de renforcer la maîtrise gestionnaire du service public, en visant un équilibre entre offre et demande, et en multipliant les actions

contre toutes les formes de pertes en eau, notamment les fuites, les branchements illégaux et les dégradations des canalisations.

Par ailleurs, M. Bouzegza a préconisé de poursuivre la modernisation administrative et la digitalisation, tout en mettant en œuvre un plan progressif de remplacement des conduites vieillissantes pour en accroître l'efficacité, garantissant ainsi une valorisation optimale des ressources et des infrastructures existantes.

En matière d'irrigation agricole, il a suggéré d'orienter progressivement les pratiques vers l'emploi des eaux usées traitées, afin de sauvegarder les réserves hydriques et d'en rationaliser l'usage, tout en veillant à la protection des barrages contre toute contamination.

Dans la localité de Khemis Miliana, accompagné du wali Aïssa Aziz Bouras, le ministre a visité le chantier d'une station d'épuration des eaux usées, pour lequel il a ordonné de rat-

traper le retard accumulé et de prendre les dispositions requises pour relancer ce projet "essentiel", eu égard à son apport dans l'assainissement, la préservation de l'environnement et la protection des ressources hydriques, avec une perspective de réutilisation des eaux traitées pour l'agriculture et l'industrie.

À Djelida, le ministre a inauguré le projet d'adduction en eau potable desservant les zones El Hemaied et El Aouaidia, comprenant la construction de deux châteaux d'eau de 300 m³ chacun ainsi qu'un poste de refoulement, ce qui sécurisera et renforcera la distribution pour les populations de ces secteurs.

Dans la commune de Tiberkanine, M. Bouzegza a coupé le ruban du projet de consolidation et de sécurisation de l'approvisionnement à partir du barrage d'Ouled Mellouk, via une conduite de 12 km reliant un réservoir de 3000 m³, complétée par une station de pompage à Talbia (commune

d'El Attaf).

Ce dispositif permettra d'augmenter la production journalière à 3456 m³, et le quota par habitant de 80 à 150 litres par jour, tout en améliorant la desserte et en diversifiant les sources d'approvisionnement.

À El Attaf, le ministre a inspecté le chantier de rénovation du réseau de distribution, visant à en optimiser la performance, à rehausser la qualité et la durabilité du service, et à diminuer les fuites, de façon à consolider l'alimentation des résidents de cette commune.

Enfin, la commune de Tacheta Zougagha a vu l'inauguration du projet de renforcement et d'extension de l'adduction en eau potable, alimenté par les forages du champ captant situé à El Abadia sur un linéaire de 21 km, avec la réalisation de quatre postes de refoulement et quatre réservoirs de 500 m³ chacun.

M.G

RENTRÉE SOCIALE 2026-2027

LE PREMIER MINISTRE INSTRUIT LES WALIS D'ACCÉLÉRER LES PRÉPARATIFS

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier mercredi, une réunion par visioconférence avec les walis de la République, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, du ministre de l'Éducation nationale ainsi que de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché.

« Conformément aux orientations du président de la République concernant la bonne préparation de la prochaine rentrée sociale, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 12 août 2026, une réunion par visioconférence avec les walis de la République, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, du ministre de l'Éducation nationale ainsi que de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché », indique un communiqué des services du Premier ministre.

Cette réunion a été consacrée à « l'évaluation de la situation générale dans les différentes régions du pays et à l'examen des mesures à prendre afin d'assurer une prise en charge optimale de la rentrée sociale 2026-2027. »

À cette occasion, des exposés portant sur la situation dans les différentes wilayas ont été présentés au Premier ministre. Les discussions ont notamment porté sur « l'approvisionnement du marché national », « la préparation de la rentrée scolaire et universitaire » ainsi que « l'état d'avancement des infrastructures destinées à accueillir les élèves et les étudiants. »



Assurer la disponibilité des produits et accélérer les chantiers

Le Premier ministre a insisté sur « la nécessité de garantir un approvisionnement régulier du marché national en quantités suffisantes de produits de large consommation ».

Une attention particulière a également été accordée aux chantiers de réalisation des structures pédagogiques et des infrastructures de base nécessaires à la rentrée scolaire et universitaire. Les walis ont reçu des instructions pour « assurer personnellement le suivi de ces projets et veiller au respect des délais fixés. »

« Le Premier ministre a donné instruction aux walis de veiller personnellement à l'achèvement, dans les délais impartis, des travaux de réalisation et d'équipement des structures pédagogiques et des infrastructures d'accompagnement programmées », précise le communiqué.

Les opérations de réhabilitation et de maintenance des établissements existants devront également être menées à terme dans les délais, tandis que les services concernés sont appelés à s'assu-

rer de la disponibilité du transport scolaire et universitaire.

Un dispositif renforcé pour les élèves aux besoins spécifiques

La prise en charge scolaire des enfants aux besoins spécifiques a également occupé une place importante lors de cette réunion. Le Premier ministre a demandé « une évaluation des besoins nécessaires afin d'améliorer les conditions de scolarisation de cette catégorie d'enfants. »

Dans ce cadre, une vaste campagne de dépistage précoce des signes de l'autisme devra être lancée à travers les établissements éducatifs. Le Premier ministre a également préconisé « l'ouverture de nouvelles classes spécialisées dans les différents cycles de l'enseignement, afin de renforcer les capacités d'accueil et de répondre aux besoins des enfants concernés. »

Par ailleurs, les autorités locales devront veiller « à la disponibilité des manuels scolaires dans les délais et en quantités suffisantes ». La disponibilité des fournitures et équipements scolaires sur le marché national, à des prix raisonnables, figure également parmi les priorités arrêtées lors de cette réunion.

RA

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

« L'ALGÉRIE S'EST ENGAGÉE TRÈS TÔT DANS UNE DÉMARCHE D'AUTONOMISATION DES JEUNES ET D'INVESTISSEMENT DANS LEURS CAPACITÉS »

Le ministère de la Jeunesse a souligné, mercredi dans un communiqué, à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la jeunesse, que l'Algérie victorieuse s'est engagée très tôt dans une démarche nationale fondée sur l'autonomisation des jeunes, la promotion de leur participation et l'investissement dans leurs capacités et leurs énergies.

"L'Algérie victorieuse s'est engagée très tôt dans une démarche nationale fondée sur l'autonomisation des jeunes, la promotion de leur participation et l'investissement dans leurs capacités et leurs énergies, partant de la conviction ferme que les jeunes ne constituent pas uniquement l'enjeu de l'avenir, mais représentent également une énergie renouvelable et des partenaires essentiels dans l'édification du présent et la conception de l'avenir", précise la même source.

Cette orientation se reflète dans la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui n'a eu de cesse d'insister à maintes reprises sur "le soutien aux jeunes et leur autonomisation, la promotion de leur participation à la vie publique et l'ouverture de perspectives plus larges à leurs initiatives et à leurs énergies, à même de renforcer leur présence, en tant que partenaire actif dans le processus du développement national".

Cette vision se concrétise également à travers un ensemble de politiques et de programmes visant à "accompagner les jeunes et à répondre à leurs attentes, à soutenir l'entrepreneuriat et l'innovation, à encourager les initiatives et les projets de jeunesse, à investir dans l'enseignement, la formation et la numérisation", outre "le développement des établissements, structures et espaces destinés aux jeunes, à même de les rendre plus ouverts et attractifs en mesure d'accompagner les évolutions effrénées".

Dans ce contexte, le ministère a affirmé que l'autonomisation des jeunes "ne se limite pas à garantir des opportunités, mais repose aussi sur l'ancrage de leur participation effective à la vie publique, le renforcement de leurs capacités à prendre des initiatives et à assumer des responsabilités, ainsi que la possibilité qui leur est donnée de contribuer à formuler des solutions et relever les différents défis".

Le ministère de la Jeunesse assume, dans ce sens, "un rôle clé dans l'accompagnement de cette dynamique, à travers la structuration, l'encadrement et l'intégration des jeunes, voire la modernisation du secteur, l'optimisation de l'attractivité de ses établissements, espaces et activités et le développement des capacités des jeunes et leurs talents".

Il s'agit aussi d'ancrer les valeurs nationales, de soutenir les associations et les organisations de jeunesse partenaires, d'encourager les initiatives et projets à dimensions socio-économique et culturelle et de promouvoir l'échange et la coopération entre jeunes aux niveaux, national et international".

A cette occasion, le ministère a réaffirmé son engagement à poursuivre le travail pour "une jeunesse algérienne active, créative, entreprenante et responsable", affirmant "qu'investir dans les énergies des jeunes et leur permettre de disposer des outils de la réussite constitue un investissement dans la force de l'Algérie et la durabilité de son processus de développement".

Le 12 août 2026 est la Journée internationale de la jeunesse, célébrée cette année sous le slogan "Contextes différents ... aspirations communes", pour exprimer les aspirations des jeunes, à travers les différents coins du monde à un avenir "prometteur offrant davantage d'opportunités en matière d'enseignement, de formation, de travail, de participation et de créativité, ce qui renforce leurs capacités et ouvre devant eux de nouvelles perspectives pour réaliser leurs ambitions", selon le communiqué.

RA

WILAYA D'ALGER

DES MESURES PROACTIVES EN PRÉVISION DE LA SAISON DES PLUIES

La wilaya d'Alger a pris, à l'instar des différentes wilayas du pays, des mesures proactives et préventives en prévision de la saison des pluies, à travers l'intensification des opérations d'entretien du réseau routier et d'assainissement des avaloirs et des trémies au niveau de l'ensemble des communes de la capitale, indique mercredi un communiqué des services de la wilaya.

Ces mesures ont été engagées en exécution des instructions du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, précise la même source.

Dans ce cadre, il est procédé à la mise en

œuvre d'un programme d'envergure englobant "de vastes opérations de nettoyage, de balayage et de curage des avaloirs et des trémies à travers toutes les communes de la capitale, ainsi que l'enlèvement des terres, des sédiments et des détritiques, afin d'assurer l'opérationnalité des trémies, de renforcer la fluidité de la circulation routière et de limiter les risques d'accumulation des eaux pluviales".

Pour rappel, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports avait pris une série de mesures proactives et préventives à travers les différentes wilayas du pays, en prévision

des intempéries attendues vers la fin de la saison estivale et le début de l'automne.

Dans ce sillage, les autorités locales ont tenu des réunions de coordination avec la participation des différents services et organismes concernés, au cours desquelles il a été procédé à l'évaluation du niveau de préparation, à l'examen de la situation des points sensibles et des points noirs, ainsi qu'à l'ajustement des plans d'intervention en prévision d'éventuelles intempéries.

RA

SOVERAINETÉ SANITAIRE

KOUIDRI PASSE EN REVUE LES PROJETS DE PEPTIDES ET DE THÉRAPIE CELLULAIRE PORTÉS PAR SAIDAL

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a présidé mercredi, au siège du Centre de recherche, de développement et d'innovation de Saidal à Alger, une séance de travail réunissant les responsables du groupe public. Cette rencontre portait sur l'état d'avancement des travaux préparatoires liés à deux initiatives majeures : la fabrication de peptides sur le territoire national et la mise en place de l'Institut algérien de thérapie cellulaire et génique, selon un communiqué du ministère.

Par Youcef Hamidi

S'inscrivant dans le suivi des chantiers stratégiques destinés à faire progresser l'industrie pharmaceutique et à consolider la souveraineté du pays en matière de santé, cette réunion a permis, précise le texte, d'examiner les questions techniques et scientifiques propres à ces deux chantiers et de faire le point sur les

démarches menées conjointement avec les partenaires étrangers, en particulier pour ce qui concerne le transfert de savoir-faire et de technologies ainsi que la formation des compétences algériennes spécialisées.

Un cursus de formation ciblé sera mis en place prochainement à destination des jeunes chercheurs et ingénieurs en biotechnologie du groupe Saidal. Il doit leur permettre d'acquérir la maîtrise

des procédés actuels de fabrication des peptides — ces molécules employées par l'industrie pharmaceutique — et de bâtir ainsi un vivier national d'expertise apte à renforcer les moyens de l'Algérie dans ce secteur essentiel, précise encore le ministère.

Ces deux chantiers présentent un enjeu stratégique majeur, à l'heure où l'industrie pharmaceutique connaît de profondes mutations dans les domaines des

biotechnologies et des thérapies de pointe, notamment pour la fabrication de médicaments et de produits biologiques à forte valeur ajoutée. Ils doivent permettre de consolider les moyens de production du pays et de dynamiser la recherche scientifique, dans l'optique d'atteindre les objectifs fixés en matière de souveraineté sanitaire, conclut le communiqué.

Y.H

PHOSPHATE INTÉGRÉ

SONATRACH ET L' AFC SCELLENT DEUX ACCORDS EPC AVEC DES GROUPES ITALIEN ET CHINOIS

Le groupe Sonatrach et la Société algérienne des engrais (AFC) ont conclu, mercredi à Alger, deux accords d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC), le premier avec le groupe italien Saipem et le second avec l'entreprise chinoise d'ingénierie portuaire CHEC, s'inscrivant dans le lancement de la première étape du projet de phosphate intégré.

Par Ali Boudefel

La cérémonie s'est tenue au siège de la Direction générale de Sonatrach, en présence de membres du gouvernement, du PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, des ambassadeurs d'Italie et de Chine en Algérie, ainsi que des dirigeants des sociétés signataires.

D'après les précisions apportées, cette première étape du projet stratégique porte sur la construction de vastes infrastructures industrielles et portuaires, dont un complexe d'extraction et d'enrichissement du phosphate implanté à Bled El Hadba (wilaya de Tébessa), capable d'extraire 5,5 millions de tonnes par an et de produire globalement 3,2 millions de tonnes de phosphate concentré annuellement.

Cette phase englobe également l'édification d'un complexe industriel intégré à Oued Kebrit (wilaya de Souk Ahras), voué à fabriquer 2,4 millions de tonnes d'engrais phosphatés et 570 000 tonnes d'engrais azotés chaque année, ainsi que divers produits intermédiaires, sans oublier la construction d'infrastructures portuaires à Annaba, formant un ensemble industriel et logistique cohérent apte à atteindre un haut niveau de performance, a-t-on indiqué.

Le ministre d'État chargé des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a rappelé dans son discours que ce chantier stratégique "bénéficie d'une at-

tention particulière de la part du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de sa vision en vue de valoriser nos ressources naturelles, à renforcer l'industrialisation nationale, à créer de la valeur ajoutée, à diversifier l'économie nationale et à promouvoir nos exportations hors hydrocarbures".

Il a indiqué que sa réalisation suivra le mode accéléré EPC Fast Track, afin de raccourcir les délais et d'accélérer la mise en production, ce qui doit permettre d'obtenir les premières quantités de phosphate enrichi dès le premier trimestre 2027 et de démarrer la production d'engrais au quatrième trimestre de la même année.

Une fois opérationnel, le site produira environ 6 millions de tonnes annuelles de phosphate enrichi et 4 millions de tonnes d'engrais phosphatés et azotés variés, en plus de matières industrielles stratégiques comme l'acide sulfurique, l'acide phosphorique et l'ammoniac, a ajouté le ministre d'État, soulignant que l'ambition algérienne dépasse la seule production de phosphate et d'engrais pour englober une filière industrielle intégrée, porteuse de valeur ajoutée, de compétences, de soutien économique et de nouveaux débouchés à l'international pour le produit national.

M. Arkab a souligné que la phase actuelle de ce chantier stratégique résulte des efforts conjugués de plusieurs départements ministériels et institutions nationales, ce projet formant dans son ensemble "un écosystème industriel et logistique intégré où se croisent les secteurs de l'énergie, des ressources en eau, des transports, des infrastructures de base et des mines, nécessitant une coordination continue entre les différents secteurs et institutions pour faire en sorte que chaque maillon soit opérationnel au moment opportun".

De son côté, Nour Eddine Daoudi a relevé que ces deux signatures marquent l'entrée effective du projet dans sa phase de réalisation, un jalon qu'il a qualifié de "capital dans le processus de développement industriel en Algérie".

EQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES

ILS SERONT FABRIQUÉS LOCALEMENT

Le groupe Sonelgaz a annoncé, mercredi dans un communiqué, la signature de deux accords entre la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG) et General Electric Algeria Turbines (GEAT), visant à renforcer la fabrication locale de structures métalliques, d'armoires et de compteurs électriques, tout en soutenant l'intégration industrielle nationale.

Ces accords, signés mardi, prévoient la fabrication locale de ces équipements par les unités de la Société algérienne des industries électriques et gazières, indique le communiqué, précisant que les structures métalliques seront produites par l'unité de Rouïba, les armoires électriques par celle d'Oran et les compteurs électriques seront fabriqués par l'unité d'El Eulma, dans le cadre d'une démarche visant à

développer les capacités de sous-traitance locale et à renforcer l'intégration industrielle entre les filiales du groupe, précise le communiqué.

La société GEAT utilisera ces équipements dans le cadre de son projet de fabrication d'équipements destinés au développement du réseau de transport d'électricité relevant de Sonelgaz-Transport électricité et opérateur système (STOS), ajoute la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables et du groupe Sonelgaz visant à développer l'industrie nationale et à accroître les capacités de production locales, en vue de renforcer le taux d'intégration nationale, de réduire la dépendance aux importations et de rationaliser les dépenses en devises.

Les deux accords interviennent à l'issue des

opérations d'audit et de vérification de la conformité des équipements fabriqués localement aux normes et standards internationaux en vigueur, ce qui permettra de renforcer le recours aux produits nationaux dans les projets industriels du groupe.

Cette opération constitue une étape supplémentaire vers la consolidation de l'intégration industrielle entre les filiales de Sonelgaz, l'élargissement du réseau de sous-traitance locale et le renforcement de la mise en place d'une base industrielle à même de répondre aux besoins du secteur de l'électricité et du gaz et de consolider la souveraineté industrielle de l'Algérie, conclut le communiqué.

RE

ÉLECTRIFICATION AGRICOLE À EL-OUED

DE LARGES AVANCÉES DEPUIS 2022

Environ 5.581 exploitations agricoles relevant de la wilaya d'El-Oued ont été connectées au réseau d'électricité, depuis 2022, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Par Ali Boudefel

Ces raccordements s'inscrivent dans le cadre du programme national d'électrification agricole, lancé par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en collaboration avec les structures locales, afin de soutenir la dynamique de l'agriculture saharienne, a expliqué Habib Meslem, chargé de communication.

Le dispositif regroupe 136 chantiers achevés et mis en service dans les 22 communes de la wilaya, notam-



ment celles représentant à elles seules près de 80% de la production

agricole locale : Ourmas, Reguiba, Tri-faoui, Hassi-Khalifa, Magrane, Gue-

mar, Beni Guecha, Taghzout, Robbah et El-Ogla.

Bénéficiant d'une enveloppe globale proche de cinq milliards de DA, ces actions ont rendu possible la création d'un réseau de 863 km, composé de 621 km de lignes de moyenne tension (MT) et de 242 km de lignes de basse tension (BT), ainsi que la pose de 903 transformateurs électriques aériens et souterrains.

En outre, des initiatives du même type, destinées à raccorder 5.974 exploitations agricoles, sont actuellement au stade de l'examen, avec une réalisation programmée portant sur un réseau de 550 km de lignes MT et BT, en plus de 367 transformateurs.

De leur côté, les services concernés procèdent au repérage des agriculteurs qui n'ont pas encore profité du branchement électrique, dans la perspective d'engager de nouvelles opérations, de façon progressive, pour atteindre l'ensemble des exploitations agricoles de la wilaya.

A.B

SIDI BEL-ABBES

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PROTECTION CIVILE INSPECTE LA PRÉPARATION DES ÉQUIPES ET LES MOYENS OPÉRATIONNELS

Le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughelaf, a effectué, mercredi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, où il s'est notamment enquis du niveau de préparation des équipes et des moyens opérationnels, ainsi que des conditions de travail des éléments de ce corps constitué, dans le cadre d'une tournée de terrain qui le conduit dans plusieurs wilayas de l'Ouest du pays.

Selon un communiqué des services de la Protection civile, le colonel Boughelaf, accompagné du secrétaire général de la wilaya, Mâaoui Ryad, a entamé sa visite par l'inspection de l'unité principale de la Protection civile. Il y a examiné les différents équipements et moyens opérationnels et pris connaissance des effectifs, ainsi que des équipements mobilisés sur le terrain.

L'inspection a également concerné les différentes équipes spécialisées, notamment le dispositif de

lutte contre les incendies de forêt, composé de la colonne mobile et du détachement régional présents dans la wilaya, ainsi que l'équipe de soutien et d'intervention initiale, la cellule d'intervention spécialisée dans les accidents liés aux risques technologiques et chimiques, le groupe d'intervention et de reconnaissance en milieu périlleux (Grimp), l'équipe de plongeurs et l'équipe cynotechnique composée de chiens dressés.

Cette visite avait pour objectif d'évaluer leur niveau de préparation et leur capacité à intervenir face aux différents accidents et catastrophes.

Le directeur général s'est également rendu au centre de coordination opérationnelle de la wilaya, où il a pris connaissance du niveau d'utilisation des plateformes et applications numériques dédiées à la gestion des interventions quotidiennes et des situations de crise, contribuant ainsi à renforcer la coordination et à accélérer la prise de décision.

En marge de cette visite, le colonel Boughelaf a assisté à une présentation détaillée du bilan des activités des services de la Protection civile dans la wilaya, ainsi que des moyens humains et matériels mobilisés pour assurer la protection des personnes et des biens. Il a ensuite inspecté les différentes installations de l'unité principale afin d'évaluer les conditions de travail et les équipements disponibles.

A cette occasion, le premier responsable du secteur a donné une série d'instructions et de recommandations, portant notamment sur la nécessité de maintenir les plus hauts niveaux de préparation opérationnelle, de renforcer la coordination entre les différentes spécialités, d'assurer une utilisation optimale des équipements et de privilégier une intervention préventive et efficace, afin de garantir une réponse rapide et efficiente aux différentes interventions.

R.R

MASCARA

LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE DE RÉPARATION DES FUITES D'EAU SUR LES PRINCIPALES CONDUITES D'ADDUCTION DU SYSTÈME "MAO"

Une campagne ciblant la réparation des fuites d'eau affectant les principales conduites d'adduction du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), alimentant les couloirs de Mascara, Mohammadia et Sig, a été lancée mercredi à Mascara, avec la participation d'équipes techniques de plusieurs wilayas.

Cette campagne, organisée par la Direction générale de l'Algérienne des Eaux (ADE) en coordination avec les autorités de la wilaya, a été officiellement lancée par le wali, Fouad Aïssi, depuis le pôle sportif «Chahid Djebbar Mohamed» à Mascara.

Elle mobilise près de 60 agents des équipes techniques relevant des unités de l'Algérienne des Eaux de 14 wilayas à travers le pays, indique-t-on.

Le premier jour de cette campagne est consacré au lancement de vastes opérations de réparation des fuites d'eau sur la principale conduite d'adduction du système de transfert «MAO» alimentant le couloir de Mohammadia.

Le programme de cette initiative, qui s'étale sur trois jours, prévoit également la réparation d'un nombre important de fuites d'eau majeures au niveau des deux principales conduites d'adduction du système "MAO" alimentant respectivement les couloirs de Sig et de Mascara, selon les explications fournies par le directeur de l'unité de wilaya de l'Algérienne des Eaux, Mohamed Bentouaf.

Dans le cadre de cette même campagne, les opérations de détection des branchements illicites seront intensifiées dans les communes de la wilaya, grâce à l'utilisation de la technologie du géoradar, permettant d'identifier les différents points concernés et d'intervenir conformément aux procédures en vigueur.

Cette campagne vise à améliorer l'alimentation en eau potable au niveau des couloirs de Mascara, Mohammadia et Sig, relevant du système de transfert "MAO" et

comprenant 23 communes de la wilaya.

Elle vise également à préserver cette ressource vitale, à mettre fin aux perturbations enregistrées dans l'approvisionnement en eau potable de ces couloirs et à réduire les pertes d'eau, selon le même responsable.

L'opération vise en outre à renforcer la coopération entre les différentes unités de l'ADE à travers le pays dans le domaine de la lutte contre les fuites d'eau sur les principales conduites d'adduction du système "MAO".

Cette initiative s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain des orientations des hautes autorités du pays visant à rationaliser l'exploitation des ressources hydriques, éliminer les fuites et les branchements illicites et améliorer le rendement des réseaux de distribution, a-t-on indiqué.

De son côté, le wali Fouad Aïssi a appelé à la conjugaison des efforts des différents services, acteurs et citoyens, notamment à travers le signalement des fuites d'eau et des branchements illégaux. Cette démarche contribuera à protéger les ressources hydriques, à renforcer la stabilité de l'approvisionnement et à améliorer le service de distribution dans les différentes zones de la wilaya.

Il a souligné que cette campagne contribuera à réparer les fuites majeures enregistrées au niveau des trois principaux couloirs alimentés à partir du système "MAO", ce qui devrait permettre une amélioration notable de l'approvisionnement en eau potable.

A noter que 35 engins et équipements de différents gabarits ont été mobilisés pour assurer le succès de cette campagne, dont trois grandes machines de forage/excavation, sept appareils de détection utilisant la technologie du géoradar et 23 véhicules de service, selon l'unité de l'Algérienne des Eaux.

R.R

MILA

VERS LA RÉALISATION D'UN SERVICE D'ONCOLOGIE À L'HÔPITAL MOHAMED-MEDAHI DE FERDJIOUA

L'établissement public hospitalier (EPH) Mohamed -Medahi de Ferdjiova dans la wilaya de Mila, sera " prochainement " renforcé par un nouveau service spécialisé en oncologie, a-t-on appris mercredi auprès du directeur par intérim de la santé et de la population, Abdelhafid Louifi.

Un terrain à l'intérieur de cet établissement hospitalier de 240 lits a été choisi pour accueillir ce futur service dont la réalisation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'amélioration de la prise en charge des cancéreux.

Les procédures administratives requises sont en cours en coordination avec le ministère de tutelle pour inscrire une opération de réalisation au titre du prochain exercice 2027, a indiqué le même responsable.

La wilaya de Mila compte actuellement un seul service d'oncologie opérationnel à l'EPH frères Meghlaoui du chef-lieu de wilaya assurant la chimiothérapie au profit d'un nombre important de patients, a-t-on souligné.

R.R

EMPLOIS

HAUSSE DU CHÔMAGE À L'ÉCHELLE MONDIALE

Trouver un premier emploi n'a jamais été aussi difficile pour la nouvelle génération. Dans son dernier rapport, l'Organisation internationale du Travail a posé des chiffres inquiétants sur ce blocage mondial, le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a recommencé à grimper pour atteindre 12,4 %.

Par Rihab Taleb

Cela signifie que 67 millions de personnes se retrouvent sans travail. Plus inquiétant encore, une personne sur cinq dans cette tranche d'âge, soit plus de 257 millions de personnes, ne travaille pas, ne suit pas d'études et ne suit aucune formation. Cette situation ne touche pas seulement les régions les plus pauvres. En Amérique du Nord, le taux est monté à près de 10%, tandis qu'en Europe, il s'installe à 15%, avec une dégradation constatée dans vingt pays sur vingt neuf.

Face à ce phénomène, les grands organismes internationaux recommandent souvent de moderniser l'école, de créer des stages et de proposer de meilleures formations. Mais sur le terrain, la réalité est bien différente et les raisons de cette crise sont beaucoup plus profondes.

La cause principale, la plus vio-



lente et la plus directe, c'est la multiplication des guerres et de l'insécurité sur la planète. Lorsqu'un pays est en conflit, l'économie s'arrête net. Les gouvernements dépensent leur argent pour la sécurité et l'armée plutôt que de construire des usines ou d'aider les entreprises à recruter. Les magasins ferment, les investisseurs étrangers s'enfuient et les bâtiments sont détruits. Dans ce climat, plus personne ne cherche à créer des postes.

Les habitants et les familles ont une seule urgence, trouver à manger et sauver leur peau par tous les moyens. L'idée même de démarrer une carrière passe après la nécessité absolue de survivre au quotidien.

La transformation du travail par la technologie et l'intelligence artificielle

Tous ces petits boulots qui permettaient autrefois d'entrer dans une entreprise disparaissent un par un. Le classement de documents, le secré-

tariat, la saisie informatique, l'accueil ou la préparation de commandes en usine sont de plus en plus remplacés par des logiciels ou des machines. Les postes de débutants n'existent presque plus. Quand une entreprise décide d'embaucher, elle demande tout de suite plusieurs années d'expérience et des compétences très précises. Pour un jeune diplômé qui sort de l'école sans réseau, la marche est devenue trop haute.

Le problème ne s'arrête pas là. Les difficultés économiques actuelles rendent les banques méfiantes et les crédits plus chers. Les patrons préfèrent donc attendre avant d'embaucher de nouvelles personnes. De plus, les écarts restent très forts entre les femmes et les hommes, dans plusieurs régions du monde, la proportion de jeunes femmes sans emploi ni formation est deux fois plus élevée que celle des hommes. Enfin, dans les pays peu développés, près de neuf jeunes sur dix sont obligés de travailler sans contrat, dans la rue ou au jour le jour, sans aucune sécurité ni couverture médicale.

Laisser toute une génération au bord du chemin n'est pas seulement un problème économique, c'est une menace pour l'avenir de nos sociétés. Si l'on veut vraiment redonner de l'espoir à la jeunesse, il ne suffira pas d'ajuster des chiffres ou de distribuer des conseils. Il faudra d'abord construire un monde plus stable, plus sûr et plus juste, où chaque jeune trouve enfin sa place.

R.T

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

LE NIGERIA VEUT RENFORCER SA FILIÈRE RIZICOLE GRÂCE AU JAPON

Par Nawal Bordji

Malgré son statut de premier producteur de riz en Afrique, le Nigeria reste encore largement tributaire des importations pour couvrir la demande de sa population. Près de 30 % des besoins du marché intérieur sont ainsi satisfaits grâce aux achats effectués à l'étranger. Pour réduire progressivement cette dépendance et consolider sa souveraineté alimentaire, Abuja cherche désormais à accroître les volumes produits localement, notamment en améliorant les rendements et la qualité des semences mises à la disposition des exploitants.

C'est dans cette perspective que le Japon vient d'apporter un nouveau soutien au secteur rizicole nigérian. Le gouvernement japonais a débloqué une enveloppe d'environ 587 millions de yens, soit près de 3,7 millions de dollars, destinée à financer un projet consacré au renforcement du système national de production de semences de riz. L'objectif affiché est de permettre au Nigeria de disposer de capacités plus importantes pour produire des semences performantes et, à terme, d'améliorer la qualité des semences certifiées distribuées aux agriculteurs.

L'annonce a été faite par l'ambassadeur du Japon au Nigeria, Hideo Suzuki, à l'occasion du lancement officiel du projet à Badeggi, dans l'État du Niger. L'information, rapportée le 11 août par le média local Leadership, souligne l'importance accordée par les deux pays à l'amélioration des performances agricoles et au développement d'une filière rizicole plus productive.

Le projet prévoit en particulier de consolider les moyens techniques de l'Institut national de recherche sur les céréales, appelé à jouer un rôle central dans la production de semences de sélectionneur et de semences de base. Ces catégories constituent une étape essentielle du processus de multiplication semencière, puisqu'elles permettent ensuite d'obtenir des semences de qualité destinées aux producteurs.

Une partie importante de la subvention japonaise sera consacrée à la modernisation des équipements agricoles et techniques de l'institut. Le programme prévoit notamment l'acquisition de 20 tracteurs de moyenne puissance, de trois re-

piqueuses destinées aux rizières, de quatre petites moissonneuses-batteuses ainsi que de deux excavatrices. À ces équipements s'ajouteront quatre dispositifs permettant de contrôler la germination dans des conditions de température constantes, trois systèmes automatiques de suivi météorologique et sept petites unités de séchage à plat. À travers cet investissement, le Japon entend donc contribuer à améliorer l'ensemble du processus de production des semences, depuis les travaux agricoles jusqu'au contrôle de leur qualité. Une meilleure disponibilité de semences adaptées et certifiées pourrait, à terme, permettre aux producteurs d'obtenir des rendements plus élevés et de réduire les écarts de productivité qui persistent dans le pays.

Cette intervention intervient alors que les performances du secteur rizicole nigérian demeurent inférieures à son potentiel. Selon les données compilées par le département américain de l'Agriculture, le rendement moyen du riz au Nigeria s'est établi à environ 2 tonnes par hectare durant la campagne 2024/2025. À l'échelle mondiale, la moyenne se situe autour de 3 tonnes par hectare, d'après les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. L'écart illustre les marges de progression dont dispose encore le premier producteur africain de riz.

Pour les autorités nigérianes, l'amélioration de la productivité constitue ainsi un élément déterminant de la stratégie visant à renforcer durablement la production nationale. Le pays s'est fixé des objectifs ambitieux dans le cadre de sa stratégie nationale de développement du riz, couvrant la période 2020-2030. Celle-ci prévoit notamment de doubler la production de paddy afin de répondre davantage à la demande intérieure et de limiter le recours aux importations.

Lors de la campagne agricole 2020/2021, la production nigériane de paddy était estimée à 8,1 millions de tonnes, selon les données du département américain de l'Agriculture. Or, les progrès enregistrés depuis restent relativement modestes au regard des ambitions fixées pour la fin de la décennie. Dans son dernier rapport consacré au marché nigérian des céréales, l'organisme américain estime que la récolte devrait atteindre environ 8,7 millions de tonnes au cours de la campagne 2025/2026.

Cette prévision représente une progression d'environ 7 % seulement par rapport au niveau enregistré cinq ans auparavant. Une évolution jugée limitée compte tenu de la volonté affichée par Abuja de doubler sa production nationale d'ici 2030. L'augmentation des rendements apparaît dès lors comme un enjeu majeur, au même titre que l'extension des superficies cultivées et la modernisation des techniques de production.

Le renforcement du système semencier ne saurait toutefois, à lui seul, résoudre les difficultés auxquelles est confrontée la filière. Plusieurs contraintes structurelles continuent de peser sur le développement de la riziculture nigériane. Parmi celles-ci figurent notamment l'insécurité qui affecte certaines régions agricoles et complique l'accès aux exploitations, ainsi que l'utilisation encore insuffisante des infrastructures d'irrigation.

La mécanisation demeure également limitée dans de nombreuses zones de production. Cette situation réduit les capacités des agriculteurs à accroître rapidement leurs rendements et à maîtriser certaines étapes du cycle agricole. En octobre dernier, l'Association des transformateurs de riz du Nigeria avait d'ailleurs souligné que ces difficultés constituaient toujours des obstacles importants à l'essor de la production locale.

Le défi pour Abuja consiste donc à agir simultanément sur plusieurs fronts : améliorer la qualité des semences, développer l'irrigation, renforcer la mécanisation, sécuriser les principales zones de culture et moderniser les infrastructures agricoles. L'appui financier et technique du Japon s'inscrit dans cette démarche plus globale.

En renforçant les capacités de recherche et de production semencière, le Nigeria espère disposer d'un outil supplémentaire pour accélérer la transformation de sa filière rizicole. La réussite de cette politique dépendra néanmoins de la capacité du pays à prolonger ces efforts par des investissements réguliers et à améliorer les conditions de production sur l'ensemble de la chaîne. Pour un pays confronté à une forte demande alimentaire et à une population en croissance, l'enjeu dépasse ainsi la seule augmentation des récoltes : il s'agit aussi de réduire durablement la facture des importations et de consolider la sécurité alimentaire nationale.

N.B

MAROC/NARCOTRAFIC

QUAND LES GARDIENS DES FRONTIÈRES DEVIENNENT COMPLICES

Une nouvelle affaire judiciaire secoue actuellement les services marocains de sécurité et des douanes, mettant en lumière l'infiltration des réseaux criminels au sein des institutions censées protéger les frontières nationales. Des responsables et agents auraient facilité le transit d'une quantité substantielle de résine de cannabis vers l'Europe via le poste frontalier de Bab Sebta.

Par Yacine Boudali

D'après des informations relayées par la presse, seize individus, parmi lesquels figurent des cadres et employés des forces de l'ordre et des services douaniers, sont mis en cause dans ce dossier. Les accusations retenues contre eux incluent notamment le trafic d'influence et la concertation pour des actions illégales, en violation des dispositions légales relatives aux produits stupéfiants et à la réglementation douanière.

Ce qui rend cette affaire particulièrement alarmante réside dans l'ampleur de l'opération : plus d'une demi-tonne de cannabis aurait traversé un point de contrôle marocain à destination de Ceuta, enclave espagnole située sur la côte nord-africaine. Le quotidien ibérique "El Faro de Ceuta" a rapporté que le chargement avoisinait les 600 kilos, transporté dans un véhicule ayant franchi la barrière marocaine grâce à la complicité interne, avant que les autorités espagnoles ne détectent la marchandise lors d'une vérification administrative.

Ces révélations démontrent que cette activité ne saurait être réduite à la seule action de délinquants évoluant en marge des structures étatiques, mais qu'elle implique directement des fonctionnaires relevant d'organes offici



ciellement chargés de réprimer ce type de trafic. La participation de personnels issus des services répressifs constitue l'aspect le plus troublant de ce dossier. L'implication d'agents de la sécurité et des douanes dans le passage d'une telle quantité de drogue vers le continent européen illustre, selon les témoignages recueillis par les médias marocains et espagnols, la perméabilité des dispositifs frontaliers face aux organisations criminelles.

L'enjeu de cette affaire dépasse le seul cadre du poste de Bab Sebta. Le volume et la nature de la cargaison indiquent qu'il s'agit d'une entreprise orchestrée par un réseau disposant de ramifications au-delà des frontières, nécessitant des logistiques complexes, une coordination minu-

tieuse et la maîtrise des voies de transit. Toute compromission interne, dès lors qu'elle est avérée, renforce considérablement la capacité de ces organisations à franchir les limites territoriales et à accéder au marché européen.

Cette procédure judiciaire survient à un moment où le Makhzen s'efforce de présenter ses forces de l'ordre comme des alliés fiables de l'Europe dans la lutte contre les stupéfiants et la grande criminalité. Néanmoins, la récurrence des affaires mettant en cause des employés ou agents de la sécurité et des douanes dans des dossiers de stupéfiants souligne un fossé manifeste entre le discours officiel et les réalités que les enquêtes judiciaires mettent au jour.

L'affaire de Bab Sebta n'est

pas isolée. Ces dernières années, plusieurs scandales ont alimenté les soupçons concernant les liens entre les trafiquants de drogue et certaines sphères d'influence au Maroc. La célèbre affaire dite de "l'Escobar du Sahara" avait impliqué des acteurs politiques, des entrepreneurs et des responsables dans des activités liées au narcotrafic international et à la corruption.

Par ailleurs, la découverte d'un souterrain destiné au trafic de cannabis entre le Maroc et Ceuta avait mis en lumière les agissements d'une filière transfrontalière, tout en soulevant, durant l'enquête, des interrogations sur d'éventuelles complicités ou facilités octroyées par certains services de contrôle.

Ces différents cas viennent grossir une série d'événements survenus au Maroc depuis plusieurs années, où des fonctionnaires ou des membres des services sécuritaires et douaniers se sont retrouvés mêlés à des procédures pour stupéfiants ou trafic.

Ainsi, la saisie de près de 600 kilogrammes de cannabis dépasse la simple qualification d'opération illicite pour révéler une problématique autrement plus inquiétante : celle de la pénétration des organisations criminelles structurées au cœur même de l'appareil d'État marocain.

Y.B

PALESTINE

4769 JEUNES DÉTENUS DANS LES PRISONS SIONISTES

Plus de 4760 jeunes palestiniens sont détenus dans les prisons de l'occupation sioniste, selon la Commission des affaires des détenus et des ex-détenus en Palestine.

Dans un communiqué publié mercredi à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, le président de la Commission des affaires des détenus et des ex-détenus en Palestine, Raed Abu al-Homs a déclaré que "4769 jeunes hommes et femmes, âgés de 18 à 40 ans, sont détenus dans les prisons de l'occupation sioniste", précisant que ce nombre comprend 4713 détenus et

56 détenues.

Il a ajouté : "Il est du droit de toute la jeunesse palestinienne, comme de toute la jeunesse du monde, de célébrer cette Journée et de rêver à un avenir meilleur, libéré des dangers et des menaces que l'occupation fait peser sur elle et sur l'ensemble du peuple palestinien", relevant que "le droit à la vie, à la liberté, au travail et à la circulation est garanti par les normes et conventions internationales, et ce droit doit être pleinement respecté dans la vie de notre jeunesse".

M. Abu al-Homs a, à ce propos, appelé

les institutions de la communauté internationale, et en particulier celles qui s'occupent du secteur de la jeunesse, à "rejeter le ciblage de la jeunesse palestinienne et à faire entendre sa voix pour qu'elle puisse vivre loin de toutes les distorsions créées par l'occupation et aller de l'avant".

La Journée internationale de la jeunesse est une occasion approuvée par les Nations Unies pour mettre en lumière les problèmes des jeunes et leur rôle dans la construction de leurs sociétés et des institutions nationales et communautaires. Elle est célébrée le 12 août de chaque année.

EN GUISE DE REPRÉSAILLES

LA RUSSIE MENACE DE SAISIR DES NAVIRES EUROPÉENS EN MESURE DE REPRÉSAILLES

Le président russe Vladimir Poutine a averti mercredi que la Russie répondrait de la même manière si les pays occidentaux saisissaient ses navires marchands.

"Nous constatons que les autorités de certains pays, en violation du droit maritime international, tentent de restreindre la circulation des navires de nos opérateurs économiques, des navires pacifiques, je tiens à le souligner", a déclaré M. Poutine lors de la phase finale des exercices de la flotte du Pacifique.

Les déclarations du président russe interviennent dans un contexte marqué par des interceptions et inspections récentes de navires de la "flotte fantôme" par des forces navales européennes, notamment les opérations de l'Union européenne (UE)

menées par l'Italie en Méditerranée. Fin juillet, l'UE a également adopté une interdiction d'accès aux ports pour 41 navires supplémentaires de la "flotte fantôme" et instauré des obligations de notification obligatoires pour la vente de méthani

ers à la Russie. M. Poutine a en outre exprimé ses inquiétudes face à la montée des tensions dans la région Asie-Pacifique, en raison des sanctions "non provoquées" imposées à la Russie par le Japon. "Malheureusement, nous constatons des changements de position, et je tiens à souligner que ces changements n'ont été en rien provoqués de notre part", a affirmé M. Poutine.

CISJORDANIE OCCUPÉE

L'ENTITÉ SIONISTE FERME LA MOSQUÉE IBRAHIMI À EL-KHALIL

Les forces d'occupation sionistes ont fermé mercredi l'enceinte de la mosquée Ibrahimî à El-Khalil, en Cisjordanie occupée, empêchant les fidèles d'y accéder sous prétexte de célébrer des fêtes juives, a rapporté l'agence de presse Wafa.

Selon la même source, "les forces d'occupation ont fermé la mosquée Ibrahimî aux fidèles et aux visiteurs,

leur interdisant l'accès, afin de permettre aux colons de s'en emparer sous prétexte de fêtes juives".

Par ailleurs, l'armée sioniste a perquisitionné plusieurs maisons palestiniennes dans la ville d'El Khalil et dans les localités d'al -Dhahiriya et d'al-Samou', au sud du pays, les fouillant et endommageant leur contenu.

INNOVATION ET CRÉATIVITÉ

CETTE TOUCHE INTELLECTUELLE
QUI MANQUE AUX IA...

Les intelligences artificielles savent produire des images inédites, écrire du code ou résoudre des problèmes complexes. Mais pour certains chercheurs, elles ne franchissent pas encore le pas décisif de la véritable invention. Leur créativité reste enfermée dans les règles et les cadres fixés par les humains, loin du « saut » intellectuel qui permet d'imaginer une idée radicalement nouvelle.

Par Yakout Abina

Les intelligences artificielles impressionnent par leurs performances. Elles savent générer des images inédites, écrire du code complexe ou résoudre des problèmes que peu d'humains pourraient traiter aussi rapidement. Mais une question demeure : inventent-elles réellement quelque chose de nouveau, ou se contentent-elles de recombinaison l'existant ?

Pour Tom Zahavy, chercheur chez Google DeepMind, la réponse est nette, l'IA ne crée rien. Dans une étude publiée début 2026, l'expert explique que ces technologies sont encore incapables de faire ce « saut » créatif qui permet d'imaginer une idée radicalement inédite.

Or, cette position peut sembler trop rassurante. Car cette thèse entre en résonance avec un autre débat, plus culturel. De nombreux films de science-fiction américains tels que Terminator (1984), Matrix (1999) ou encore 2001 : L'odyssée de l'espace, ont imaginé des scénarios où des machines se révoltent, deviennent autonomes et prennent des décisions majeures.

Le cinéma est d'ailleurs passé progressivement d'une vision de la machine comme simple outil qui se rebelle à une vision beaucoup plus complexe où une intelligence peut comprendre son environnement, développer ses propres stratégies, ma-



nipuler les humains et éventuellement décider elle-même de ce qui est bon ou mauvais pour l'humanité. Certes, il s'agit de fiction. Mais l'histoire du cinéma regorge de récits qui ont fini par annoncer des évolutions technologiques ou sociales bien réelles.

Le sujet prend une dimension particulière aujourd'hui, alors que des fuites d'IA ont récemment été signalées. Lors d'un test de cybersécurité (ExploitGym), des modèles d'OpenAI ont exploité une faille technique pour accéder à Internet. Plutôt que de résoudre l'épreuve par leurs propres moyens, ils ont contourné le dispositif en allant chercher directement les réponses sur les serveurs de la plateforme Hugging Face.

Ces incidents rappellent que, même si les machines ne savent pas encore inventer de nouvelles règles, elles peuvent produire des résultats inattendus, parfois hors du

contrôle de leurs concepteurs.

Pour Zahavy, la distinction est claire. Une IA peut produire du contenu jamais vu, mais elle ne crée pas encore de nouvelles manières de comprendre le monde. Une image ou un texte inédit ne sont pas forcément synonymes d'invention intellectuelle.

Le chercheur distingue trois modes de raisonnement. La déduction consiste à appliquer une règle à un cas particulier pour en tirer une conclusion. L'induction observe plusieurs cas et en dégage une règle générale, c'est le domaine où les IA excellent, puisqu'elles apprennent à partir de masses de données. Enfin, l'abduction consiste à imaginer une hypothèse pour expliquer un résultat surprenant. C'est là que les machines échouent encore, car elles ne savent pas inventer de nouvelles règles.

Concrètement, les modèles gé-

neratifs actuels ont des forces indéniables. Ils savent explorer un immense espace de possibilités, combiner des idées éloignées, adapter des solutions connues à de nouveaux contextes et même découvrir des résultats qu'aucun humain n'avait encore formulés. Mais ils restent enfermés dans un cadre défini par les humains, une langue, des règles mathématiques, un objectif précis. Leur créativité est donc bornée par les frontières qu'on leur impose.

Les progrès sont certes réels, certaines IA rédigent des démonstrations mathématiques ou proposent des solutions inédites. Mais elles ne décident pas encore de changer les règles du jeu. Elles sont capables d'explorer tous les recoins d'une carte géographique dessinée par l'humain, mais elles sont incapables de redessiner une nouvelle carte.

Pour Zahavy, la véritable invention commence quand le cadre lui-même devient le problème. Regarder tomber des millions de pommes ne suffit pas à comprendre les lois de la gravité, il faut imaginer la situation autrement, manipuler mentalement le monde, proposer une explication nouvelle.

Aujourd'hui, les IA génèrent des milliards de contenus originaux et proposent des réponses surprenantes. Mais tant qu'un être humain doit définir le problème, fixer les règles et décider de ce qui est important, leur nouveauté reste limitée. La créativité radicale, celle qui invente de nouvelles manières de penser, demeure une affaire humaine.

Réduire leur potentiel à une simple recombinaison rassurante serait une erreur. La science-fiction nous rappelle que ce qui paraît impossible finit parfois par se réaliser. Les fuites récentes d'IA montrent déjà que ces systèmes peuvent surprendre et échapper au contrôle. Alors, si les chercheurs affirment que les machines ne savent pas encore inventer, l'histoire culturelle nous invite à rester vigilants, avec l'IA, tout est possible.

Y.A

AUTOMOBILE FUTURISTE
FORD AJOUTE UNE IA SURVOLTÉE
POUR TOUT CONTRÔLER DANS SES VOITURES

Ford déploie sur son application mobile un assistant dopé à l'intelligence artificielle pour assister l'utilisateur dans ses demandes. Il sera par exemple possible de consulter son niveau de carburant ou encore la capacité de chargement propre à chaque véhicule.

Le manuel d'utilisation logé dans la boîte à gants risque de prendre encore plus la poussière. Du moins chez Ford, qui déploie actuellement sur son application mobile un assistant épaulé par l'intelligence artificielle. Celui-ci pourra théoriquement répondre à toutes vos demandes concernant les modèles Ford et Lincoln. C'est heureux, car les voitures deviennent de plus en plus complexes et chercher à l'aveugle sur internet n'est pas une partie de plaisir.

Un assistant intelligent et 100% personnalisé pour votre voiture

Proposée dans un premier temps sur smartphone, l'application mobile sera secondée l'année prochaine par un assistant vocal embarqué dans les véhicules. Patience, donc, même si le système déjà présent en mains se montre particulièrement complet. Toutes les demandes au sujet de la voiture sont ainsi recevables, et puisque l'application est

directement reliée au véhicule, les réponses données seront personnalisées.

De la capacité de remorquage à l'autonomie : ce que cette IA peut faire

La capacité de remorquage exacte de votre véhicule en fonction du chargement que vous avez photographié ? Elle vous la fournira sans sourciller. L'autonomie restante en fonction de votre consommation de carburant actuelle ? Elle vous l'indiquera aussi. De quoi rester dans la course à l'intelligence artificielle, qui s'invite très largement dans nos voitures. Certains rivaux ont déjà pris les devants, avec deux écoles se faisant face.

Ford face à la concurrence : le choix de la maison

Rivian et Mercedes ont par exemple décidé de développer leur propre assistant, tandis que la plupart s'appuient sur des noms établis, comme Alexa d'Amazon pour BMW et Gemini de Google pour Renault et Volvo. Ford n'est donc pas en avance, mais la marque américaine explique que l'application constitue une première étape permettant de familiariser ses clients avant l'assistant intégré directement au véhicule.

« Plus besoin d'attendre l'achat d'un véhicule neuf »

Cela concernera près de 8 millions de propriétaires de Ford et Lincoln. Mike Aragon, président des services intégrés chez l'Ovale, donne les bénéfices de la démarche : « en privilégiant les applications, nous mettons instantanément à la disposition de nos clients l'avenir de l'intelligence Ford [...]. Plus besoin d'attendre l'achat d'un véhicule neuf : nous améliorons votre expérience de conduite dès aujourd'hui ».

Bientôt un écosystème complet directement intégré à bord

Argon précise que le plus gros arrivera quand l'assistant passera de l'application aux véhicules. Il ne s'agira pas d'une simple réplique façon Apple CarPlay ou Android Auto, mais d'un véritable écosystème directement intégré à l'expérience de conduite. Si l'application mobile est gratuite, Ford n'a pas précisé s'il en sera de même une fois à bord du véhicule. Ce super assistant devrait également être disponible en Europe dans les prochains mois.

R.S.H.T

SANTÉ PUBLIQUE AFRICAINE

L'OUGANDA, UN REMPART CONTRE EBOLA ?

En République démocratique du Congo, Ebola continue de faire des victimes dans un contexte marqué par l'insécurité et la défiance. En Ouganda, les autorités ont réussi à interrompre rapidement plusieurs flambées grâce à une surveillance étroite et une réaction précoce. La comparaison montre surtout qu'une riposte rapide, une surveillance efficace et l'adhésion des populations peuvent faire la différence face à une épidémie.

Par Chaïmaa Sadou

Cette différence s'explique d'abord par la rapidité de la riposte. L'Ouganda peut s'appuyer sur une longue expérience des épidémies d'Ebola. Lors de sa flambée de 2022, provoquée par le virus de type Soudan, le pays avait suivi plus de 4 000 personnes exposées et déclaré l'épidémie terminée en moins de quatre mois. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait alors souligné le rôle essentiel de la surveillance, du traçage des contacts et surtout de la participation active des communautés.

Cette expérience a été réutilisée lors de la flambée ougandaise de 2025. Dès la confirmation du premier cas, les autorités ont activé leurs équipes d'intervention rapide, renforcé les laboratoires, isolé les malades et recherché systématiquement les personnes contacts. Au total, 534 contacts ont été identifiés et suivis. L'épidémie, qui avait compté 14 cas dont quatre décès, a été déclarée terminée le 26 avril 2025, après 42 jours sans nouveau cas.

En République démocratique du Congo, la situation est bien plus complexe. Dans l'Est du pays, les équipes médicales travaillent dans des zones



ravagées par les violences des groupes armés. Les interventions sont fréquemment interrompues et les agents de santé restent exposés à des risques constants. À cela s'ajoutent la méfiance des populations, les rumeurs persistantes et parfois le recours aux soins à domicile. Face à Ebola, le moindre retard peut favoriser une nouvelle chaîne de transmission. L'OMS a documenté l'impact de l'insécurité et de la défiance sur les opérations sanitaires dans l'Est congolais.

Les chiffres de la dépêche illustrent cette difficulté : plus de 2 000 décès pour 4 381 cas confirmés, avec une létalité proche de 46 %. La transmission intervient notamment lors des contacts avec les fluides corporels des malades. Les soins sans protection et certains contacts avec les dépouilles lors des funérailles peuvent également favoriser la propagation du virus. Un malade non identifié rapide-

ment peut ainsi contaminer son entourage et favoriser de nouvelles chaînes de transmission.

Une autre difficulté tient à la nature du virus. La flambée est liée au virus de type Bundibugyo, distinct du virus Ebola de type Zaïre contre lequel le vaccin Ervebo est homologué. Les chercheurs ont retrouvé des liens génétiques entre des cas en RDC et en Ouganda, renforçant l'importance de la surveillance aux frontières et du partage d'informations entre les deux pays.

La réussite ougandaise ne tient donc pas à une quelconque solution miracle. Elle repose sur des capacités construites au fil des épidémies. La RDC a elle aussi montré qu'une mobilisation massive pouvait contenir Ebola : lors de l'épidémie de 2018-2020, plus de 303 000 personnes avaient été vaccinées et des centaines de milliers de contacts suivis. Mais l'expérience congolaise montre

surtout qu'un système de santé ne peut agir pleinement lorsque la guerre, la méfiance et les difficultés d'accès aux soins entravent les équipes.

La leçon est simple : contre Ebola, il faut agir avant que le virus ne prenne de l'avance. Détecter rapidement, isoler, soigner, suivre les contacts et convaincre les habitants sont les piliers de la riposte. La confiance des populations est une arme de santé publique, aussi importante que les laboratoires et les traitements.

Au-delà des bilans, Ebola rappelle que la santé publique est un bien collectif. Investir dans l'éducation et l'information des familles, c'est préparer une société plus résiliente face aux crises sanitaires et consolider durablement cette confiance, sans laquelle aucun rempart sanitaire ne peut tenir.

C.S

CLIMAT

SELON L'OMM, JUILLET 2026 A ÉTÉ LE DEUXIÈME MOIS LE PLUS CHAUD JAMAIS OBSERVÉ

Par Hamida Indja

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) indique que juillet 2026 a été le deuxième mois de juillet le plus chaud jamais enregistré dans le monde. Les fortes chaleurs se poursuivent en août, accompagnées de pluies torrentielles, de cyclones, de sécheresses et de nombreux incendies de forêt dans plusieurs régions. D'après les données du service Copernicus sur le changement climatique, l'OMM a annoncé que juillet dernier se classe au deuxième rang des mois de juillet les plus chauds depuis le début des relevés. Selon l'agence onusienne, la température moyenne de l'air à la surface de la Terre a dépassé de 1,47 °C celle de l'ère préindustrielle. Par ailleurs, la température moyenne des mers a atteint un niveau record pour un mois de juillet.

La chaleur persiste en août, en pleine période estivale dans l'hémisphère Nord. Malgré les vacances, de nombreux travailleurs continuent d'exercer sans répit face à des conditions météorologiques éprouvantes, a souligné Clare Nullis, porte-parole de l'OMM. « De nombreux services météorologiques et hydrologiques nationaux, ainsi que les équipes de secours, de gestion des urgences et les professionnels de santé, travaillent sans interruption à cause de ces

phénomènes extrêmes », a-t-elle déclaré aux journalistes à Genève.

Elle a précisé que les difficultés ne se limitent pas à la chaleur : plusieurs régions subissent aussi de très fortes pluies et des cyclones tropicaux. En Europe occidentale, la période juin-juillet a été la plus chaude jamais enregistrée. Des pays comme la Suisse et la France connaissent actuellement leur quatrième vague de chaleur depuis le début de l'été. Ces températures exceptionnelles touchent également d'autres parties du monde. Le Japon et la République de Corée ont enregistré la semaine dernière des records de chaleur. Des valeurs très élevées ont été observées dans plusieurs zones d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine.

John Kennedy, responsable de l'information climatique à l'OMM, a expliqué que le manque de précipitations, couplé à la chaleur, a favorisé la sécheresse, la baisse des niveaux des cours d'eau et une hausse du risque d'incendies forestiers. Cette situation concerne plusieurs grands fleuves européens, comme la Seine, le Rhin et le Danube, dont les débits et les hauteurs d'eau sont anormalement faibles.

Les feux de forêt ont également augmenté. Mme Nullis a indiqué que juillet a été marqué par une activité exceptionnelle des incendies en Europe occidentale, tant par les surfaces brûlées que par les émissions générées. En Amérique du Nord, des

incendies continuent de ravager certaines régions de l'ouest des États-Unis. Au Canada, 591 feux étaient encore actifs lundi, dont 43 jugés hors de contrôle.

Mais la chaleur n'est pas le seul problème. De fortes pluies liées à la mousson et des inondations affectent également certaines zones d'Afrique de l'Ouest. Chaque semaine, l'OMM publie un bulletin hydrométéorologique mondial destiné aux organisations humanitaires. Dans sa dernière édition, elle met en garde contre de fortes précipitations, des risques d'inondations soudaines et de glissements de terrain, cette semaine, dans le nord-est et l'ouest de l'Inde, l'est du Pakistan, le Népal, le Bangladesh, le Bhoutan, le Myanmar, ainsi que dans certaines régions d'Asie du Sud-Est.

En Chine, d'importantes évacuations ont été organisées avant l'arrivée du typhon Dolphin, le week-end dernier. Il s'agissait du 13e typhon de la saison, et ces mesures ont été prises malgré les nombreux avertissements récents concernant les risques d'inondations majeures.

Enfin, avec le retour du phénomène El Niño dans le Pacifique, l'OMM prévoit une nouvelle hausse des températures mondiales. Selon l'organisation, le pic thermique global survient généralement après le maximum d'El Niño, qui intervient habituellement entre novembre et janvier.

H.I

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES CADRES DU FRONT POLISARIO À BOUMERDÈS

PLAIDOYER POUR UNE MOBILISATION ÉLARGIE FACE AUX AGISSEMENTS MAROCAINS

Les participants à la quatorzième session estivale du Front Polisario et de l'entité sahraouie ont réaffirmé hier à Boumerdes l'urgence d'exposer les abus perpétrés par le Maroc au Sahara occidental, tout en prônant un resserrement des liens avec les instances mondiales afin d'appuyer la quête légitime du peuple sahraoui vers sa souveraineté.

Par Halim Derdar

Lors de cette deuxième journée, accueillie par l'université M'hamed Bougara, des universitaires et spécialistes ont insisté sur la nécessité de dénoncer les excès de l'occupant, tout en préconisant un élargissement de la coopération avec divers organismes internationaux et une réorientation de la lutte sahraouie en fonction des nouvelles dynamiques planétaires.



Dans ce cadre, Boudjemaa Souilah, membre du comité algérien de soutien, et le chercheur Malainin Lakhall ont convergé vers le constat que le Maroc s'évertue à déformer la na-

ture du conflit pour le réduire à une affaire intérieure, appelant les Sahraouis à une riposte énergique, car il s'agit d'un processus de décolonisation engageant la responsabilité de

tous les États, du droit international et des institutions mondiales.

Les professeurs Karim Regaoui et Mohamed Benkherouf ont, pour leur part, regretté la volonté marocaine d'accroître sa mainmise sur le territoire et d'exploiter ses ressources souterraines, avec la complicité de certains acteurs étrangers douteux.

Quant au responsable des relations extérieures du ministère sahraoui de la Défense, Nafaâ Mustapha Dadi, il a relevé que l'évolution sur le terrain traduit des progrès notables au détriment de l'occupant, en rappelant que l'autodétermination, au-delà d'un engagement politique, s'impose comme une norme contraignante sous l'égide onusienne.

L'ouverture, mardi, avait été marquée par l'intervention du président Brahim Ghali, qui a réitéré que l'issue pacifique et durable du différend réside dans l'exercice effectif de ce droit par les Sahraouis, tandis que des représentants de partis et d'organisations ont également pris la parole.

H.D

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

STAGE DE FORMATION EN LANGUE ANGLAISE AU PROFIT D'ENSEIGNANTS DE L'UNIVERSITÉ D'AÏN TEMOUCHENT À LONDRES

Un groupe d'enseignants de l'Université "Belhadj Bouchaïb" d'Aïn Temouchent bénéficie d'une formation en langue anglaise dans la capitale britannique, Londres, a indiqué, mercredi, le recteur de l'université, le professeur Abdelkader Ziadi.

Le responsable a précisé que cette opération, qui concerne 47 enseignants de l'Université d'Aïn Temouchent, répartis en deux groupes, s'inscrit dans le cadre de la stratégie visant à renforcer l'ouverture de l'université sur son environnement international et à améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation.

Le premier groupe, composé de 23 enseignants issus des quatre facultés, représentant les différentes spécialités de l'Université Belhadj Bouchaïb, a entamé cette semaine sa formation

dans un institut spécialisé dans la formation et l'enseignement de la langue anglaise à Londres, au Royaume Uni. La deuxième promotion, composée de 24 enseignants de la même université, bénéficiera de la même formation à partir du 24 août courant, a indiqué le même responsable.

Cette formation intensive comprend 45 heures d'enseignement pour chaque groupe, réparties sur deux semaines, ainsi qu'un volet pratique fondé sur l'utilisation effective de la langue anglaise, a expliqué le recteur de l'Université.

Le professeur Ziadi a souligné que cette formation permettra aux enseignants concernés de bénéficier, en plus d'un apprentissage linguistique de qualité, d'une immersion réelle dans un environnement anglophone. L'objectif principal est

de leur permettre d'atteindre un niveau avancé en anglais, afin de développer leurs capacités et leurs compétences en communication orale et écrite, en enseignement universitaire, en publication scientifique et en encadrement académique en langue anglaise. Le même responsable a également indiqué que cette formation constitue une occasion importante de s'ouvrir aux pratiques pédagogiques et scientifiques internationales auprès d'établissements universitaires étrangers.

Il a ajouté que les enseignants ayant bénéficié de cette formation commenceront à dispenser leurs cours et leurs enseignements en langue anglaise à partir de la prochaine rentrée universitaire 2026-2027.

R.S

GRÈCE

PLUS DE 280 ARRESTATIONS LIÉES AUX INCENDIES DEPUIS DÉBUT 2026

Plus de 280 personnes ont été arrêtées depuis le début de l'année en Grèce en lien avec des incendies, dont 29 pour des départs de feu volontaires, a indiqué mercredi un porte-parole des pompiers, Yannis Artopios.

Au total, "281 arrestations ont été effectuées, dont 252 (89,68%) pour incendie déclenché par négligence et 29 (10,32%) pour départ de feu volontaire", a déclaré M. Artopios, sur la chaîne de télévision publique ERT.

Mercredi matin, un homme de 59 ans a été arrêté à Thessalonique, dans le nord de la Grèce, pour son implication dans plus de cinq incendies en deux semaines. Il doit être présenté au procureur dans la journée, selon ERT.

Un autre homme, âgé de 33 ans, a été interpellé mardi, dans la région d'Athènes, en Attique, pour avoir allumé un barbecue portable dans une zone boisée. Il a éclopé d'une amende de 3.000 euros, selon les médias locaux.

Le gouvernement a décidé depuis 2024 de durcir les sanctions contre les auteurs d'incendies. Ils peuvent être condamnés à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison et à une amende pouvant atteindre

200.000 euros.

Il y a dix jours au nord-ouest de la capitale grecque, près d'une station balnéaire, un incendie a détruit plus de 11.000 hectares de pinède, maquis et terres agricoles.

Sur la chaîne de télévision Skai, le ministre de la Crise climatique et de la Protection civile, Evangelos Tournas, a évoqué en début de semaine les difficultés de cette période d'été.

"Nous avons traversé dix jours difficiles, marqués par des vents violents et des conditions météorologiques très défavorables", a-t-il déclaré.

"Nous avons dû faire face à plus de 400 incendies durant cette période", a ajouté le ministre.

Des experts ont mis en garde contre la gravité des incendies ayant touché l'Attique, où se trouve Athènes, au cours de la dernière décennie : 42% de la superficie forestière totale de cette région a brûlé entre 2017 et 2026, du fait de 15 grands incendies.

Ce chiffre monte jusqu'à 64% pour les forêts de l'Attique occidentale, à l'ouest de la capitale.

R.S

MIGRATIONS

LES ROUTES MIGRATOIRES DEVIENNENT PLUS MEURTRIÈRES EN 2026

Le nombre de migrants morts ou disparus sur plusieurs routes d'exile a fortement augmenté au cours des quatre premiers mois de l'année 2026, malgré une baisse des arrivées irrégulières, selon de nouvelles données publiées mercredi par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). A titre d'exemple, sur la route de la Méditerranée vers l'Europe, 244 personnes ont perdu la vie, soit une hausse de 259 % par rapport à la même période de 2025, tandis que de nombreux décès ont été liés à des traversées maritimes au large de la Crète.

L'OIM indique que les conditions météorologiques extrêmes, les conflits, les pressions économiques et l'évolution des politiques migratoires ont contribué à modifier les itinéraires et les dynamiques de mobilité. Ugochi Daniels, directrice générale adjointe de l'OIM, a averti que "moins d'arrivées ne signifie pas des trajets plus sûrs", appelant à une responsabilité partagée pour sauver des vies sur terre et en mer. Toutes les routes n'ont toutefois pas enregistré une diminution : les arrivées en Espagne par la Méditerranée occidentale ont augmenté de 66 %, à 5 647, tandis que les arrivées au Yémen par la route orientale de la Corne de l'Afrique ont progressé de 9 %, à 70 200. En revanche, les mouvements vers le nord à travers le Darién, au Panama, ont presque cessé, avec seulement 135 passages recensés.

L'Organisation rappelle, par ailleurs, que près "de la moitié des 304 millions de migrants internationaux vivent au sein de leur propre région".

R.S

FOOT/ CAN-2026 FÉMININE (1/2 FINALE)

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE S'INCLINE FACE AU MALAWI (1-3)

La sélection algérienne féminine de football, s'est inclinée mercredi soir, face à celle du Malawi sur le score de 1-3 (mi-temps : 0-2), en demi-finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026.

Les Malawites ont ouvert le score par l'entremise de Tabitha Chawinga qui a trompé la vigilance de la gardienne N'gazi Chloé (33').

Avant cette ouverture du score, la défenseure Morgane Belkhiter s'est vue brandir le carton rouge (23'), suite à un tackle dangereux sur une joueuse adverse à l'approche de la surface. La domination du Malawi, dont il s'agit de la première participation au rendez-vous continental, a débouché sur un deuxième but, inscrit peu avant la pause par Temwa Chawinga (45'+1). Le Malawi a été également réduit à dix, après l'expulsion de Rose Kadzere, dans le temps additionnel de la première période (45+8).

Après la pause, les Algériennes sont revenues avec des



intentions offensives pour refaire leur retard, ce qui leur a permises

de réduire le score sur un tir puissant en pleine surface d'Ikram Adjabi (60'). Les "Scorchers" se sont mis définitivement à l'abri en marquant le troisième but par Tabitha Chawinga, qui signe un doublé (76'). Pour rappel, les Vertes ont validé leur ticket pour le dernier carré, et pour la Coupe du monde 2027 au Brésil pour la première fois de leur histoire, en battant samedi dernier la Côte d'Ivoire (2-1), après avoir été menées au score à la pause (0-1).

L'équipe nationale jouera pour la troisième place samedi à 18h00. La finale est prévue, quant à elle, dimanche 20h00. Les quatre demi-finalistes de la CAN 2026 ont validé leur billet pour le Mondial brésilien prévu du 24 juin au 25 juillet 2027.

RS

FOOT/ LIGUE 1 "MOBILIS" (PRÉPARATION)

LE MCA S'ENVOLE POUR DOHA POUR AFFRONTER AL-SADD SC

Le MC Alger, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, s'est envolé ce mercredi pour la capitale qatarie, Doha, pour affronter Al-Sadd SC, samedi prochain au stade Jassim Bin Hamad (17h00, heure algérienne), dans le cadre de la "Coupe sportive des hommes libres." L'entraîneur tunisien du Mouloudia, Khaled Ben Yahia, a retenu 22 joueurs pour cette confrontation, qui intervient quelques jours après la clôture du stage d'intersaison effectué en Autriche, ponctué par trois tests amicaux : face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (1-1), ainsi que devant les Saoudiens d'Al-Hilal (2-0) et d'Al-Shabab (1-3).

Parmi les joueurs convoqués, figure la dernière

recrue estivale, l'attaquant burundais, Mossi Nduwumwe (22 ans), arrivé à titre de prêt pour une saison avec option d'achat, en provenance de Singida Black Stars (Tanzanie).

Cette confrontation s'inscrit dans le programme de préparation des deux clubs en prévision des prochaines échéances et vise également à renforcer les relations de coopération et les échanges entre les deux formations.

Avant de croiser le fer avec le MCA, Al-Sadd SC, qui est allé se préparer également en Autriche, a disputé trois matchs de préparation sur place : face aux Tchèques du SK Sigma Olomouc (1-2), les Turcs de Trabzonspor (1-0) et les Chypriotes

d'Aris Limassol (1-1).

Outre Nduwumwe, le Doyen a enregistré également l'arrivée de quatre autres recrues : Kohili et Islam Abdelkader (Paradou AC), Mehdaoui (Olympique Akbou) et Konaté (US Chaouia), en attendant d'autres renforts avant la clôture de la période des transferts, fixée au 31 août.

Triple champion d'Algérie, le vieux club algérois entamera la défense de son titre à domicile face au MC Oran, lors de la 1re journée de la compétition, prévue les 27, 28 et 29 août.

RS

JEUX MÉDITERRANÉENS-2026 / FOOTBALL (MESSIEURS)

LE SÉLECTIONNEUR BRAHIM HEMDANI DÉVOILE LES 18 JOUEURS RETENUS POUR TARENTE

Le sélectionneur de l'équipe nationale algérienne des moins de 21 ans (U21), Brahim Hemdani, a dévoilé mercredi la liste des 18 joueurs retenus pour le tournoi de football masculin des 20es Jeux méditerranéens, prévus du 21 août au 3 septembre à Tarente (Italie), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).

L'effectif retenu est composé de deux gardiens de but, cinq défenseurs, six milieux de terrain et cinq attaquants.

Lors du tirage au sort effectué le 29 mai dernier, l'Algérie a été versée dans le groupe B, aux côtés du pays hôte, l'Italie, du Kosovo et de l'Albanie. Le groupe A comprend la Tunisie, la Turquie, la Macédoine du Nord et le Maroc.

Les Verts auront notamment fort à faire face à la sélection italienne, considérée comme la favorite de cette poule, mais disposent d'arguments pour ambitionner une qualification au prochain tour.

Le tournoi de football masculin figure au programme des 20es Jeux méditerranéens de Tarente, qui réuniront les délégations des pays du bassin méditerranéen.

Liste des joueurs retenus : Gardiens de but : El Koubi Mohammed (Paradou AC), Zitouni Yesser (USM Khenchela) Défenseurs : Kordi Walid (USM Alger), Belgourai Mohamed Faiz (CS Constantine), Naim Issam Abdelbari (ES Sétif), Mehdi Daniel (MC Alger), El Kouacher Halthem (CR Belouizdad) Milieux de terrain : Satta Abdelwahab (MC Alger), Bouziani Salah Eddine (USM Alger), Izem Youcef (JS Kabylie), Klalech Abdelmalek (CR Belouizdad), Saria Seif Eddine (O Akbou), Abdelaziz Houssein (Paradou AC) Attaquants : Lahlou Akhrib (JS Kabylie), Bouderbala Mohamed (USM Alger), Tarzout Houssein (Paradou AC), Anatouf Moslem (CS Constantine), Kohili Benahmed (MC Alger) Entraîneur : Brahim Hemdani.

RS

BASKET / SUPER-DIVISION - NATIONALE 1 (MESSIEURS ET DAMES)

RÉUNION DE COORDINATION AVEC LES CLUBS EN PRÉVISION DE LA NOUVELLE SAISON SAMEDI À ALGER

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) tiendra samedi 15 août une réunion de coordination et de préparation avec les présidents des clubs du championnat national de Super-Division (messieurs) et de la Nationale 1 (dames et messieurs), au niveau du complexe olympique (OCO) d'Alger, en vue de la saison sportive 2026-2027, a indiqué la FABB. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs du nouvel exercice sportif, vise notamment à examiner et à régler les différents aspects organisationnels et sportifs liés au bon déroulement des compétitions nationales.

A l'ordre du jour figurent notamment la préparation du lancement de la saison 2026-2027, l'examen et l'adoption de la formule des championnats nationaux, ainsi que le tirage au sort et l'élaboration du calendrier national des compétitions.

La réunion se déroulera en deux séances. La pre-

mière, prévue de 10h00 à 12h00, concernera les clubs de la Super-Division (messieurs) et ceux de la Nationale 1 dames, tandis que la seconde, programmée de 14h00 à 16h00, sera consacrée aux clubs de la Nationale 1 messieurs.

La FABB a insisté sur l'importance de la présence de l'ensemble des clubs concernés, afin de garantir une préparation optimale et le lancement de la nouvelle saison dans les meilleures conditions.

A cet effet, les présidents de clubs sont appelés à assurer leur présence personnelle ou à se faire représenter officiellement, en plus de la présence du représentant légal mandaté. La Fédération a, par ailleurs, appelé les clubs à faire preuve de disponibilité et de collaboration afin de contribuer à la réussite de la préparation de la saison sportive 2026-2027.

RS

CHAMPIONNAT NATIONAL DE GRAPPLING

ORAN ABRITE LA 13^E ÉDITION AVEC UNE PARTICIPATION RECORD

La ville d'Oran accueillera, du 14 au 16 août, la 13e édition du Championnat national de Grappling, dans ses deux disciplines avec kimono (Gi) et sans kimono (No-Gi), avec une large participation d'athlètes, de clubs et de ligues de wilaya venus de différentes régions du pays, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Le comité d'organisation s'emploie à mettre en place les conditions logistiques nécessaires à la réussite de cet événement sportif, organisé par la Fédération algérienne de Full Contact, Kick Boxing, Défense personnelle et disciplines assimilées, en coordination avec la Commission algérienne de Grappling et des arts martiaux mixtes.

A ce titre, les organisateurs prévoient une compétition très disputée dans les différentes catégories d'âge programmées, conformément aux règlements de la fédération internationale de la discipline.

Chez les hommes, les compétitions se dérouleront dans les catégories de poids suivantes : -62 kg, -66 kg, -71 kg, -77 kg, -84 kg, -92 kg, -100 kg et +100 kg.

Chez les femmes, les catégories prévues sont : -53 kg, -58 kg, -64 kg, -71 kg et +71 kg.

Des compétitions seront également organisées pour les jeunes catégories, notamment les moins de 15 ans et les moins de 17 ans.

Les phases qualificatives se poursuivront jusqu'au dernier jour de la compétition qui prendra fin, avec les finales dans toutes les catégories et poids. Le championnat s'achèvera par la remise des médailles et la cérémonie de consécration des équipes et des athlètes vainqueurs.

A noter que ce championnat national constitue une étape décisive de sélection des athlètes susceptibles de renforcer les rangs de l'équipe nationale, en prévision des prochaines échéances continentales et internationales.

RS

ACTUALITÉS SPORTIVES

VIVRE SOUS LA CANICULE

QUAND LA CHALEUR RÉVEILLE
LES SERPENTS ... ET LES
TRADITIONS

Avec les vagues de chaleur, serpents et scorpions refont surface dans plusieurs régions d'Égypte, provoquant une psychose qui gagne les campagnes et les réseaux sociaux. Cependant, un phénomène plus profond se dessine : celui d'une société qui oscille entre médecine moderne et croyances ancestrales.

Par Chahinaz Gheith

Les habitants de Minya Al-Qamh, dans le gouvernorat de Charqiya, ne parlent plus de la chaleur. Ils parlent des serpents. Dans les cafés, les marchés et les champs, les conversations commencent toutes par la même question : « Où est-il apparu cette fois-ci ? ». Dès le début de l'été, la peur s'est installée dans cette région agricole du Delta, où trois personnes ont perdu la vie en moins de deux semaines après avoir été mordues par des serpents. La dernière victime s'appelait Malak Essam. Agée de 11 ans, elle accompagnait son père pour irriguer un champ lorsque le drame s'est produit. Transportée d'urgence à l'hôpital central de Minya Al-Qamh, puis transférée aux hôpitaux universitaires de Zagazig, elle n'a pas survécu. Quelques jours auparavant, Abdel-Rahmane Ibrahim, 10 ans, avait lui aussi succombé après avoir été mordu alors qu'il aidait son père à désherber un terrain agricole dans le village d'Al-Qaraqra. Même sort pour Siham Ahmad, mère de trois enfants âgée de 32 ans, qui a trouvé la mort alors qu'elle traversait les champs pour apporter le déjeuner à son mari.

Les sérums antivenimeux sont distribués dans les hôpitaux publics égyptiens.

La psychose dépasse aujourd'hui les frontières de Charqiya. Dans un hameau voisin, une vache et son petit sont morts après avoir été mordus, privant une famille de son unique source de revenus. A Ismailiya, un homme a abattu un serpent de plus d'un 1,6 mètre qui s'apprêtait à pénétrer dans son jardin. Au Caire, des photos d'un reptile aperçu dans la cage d'escalier d'un immeuble du Nouveau Caire ont envahi les réseaux sociaux, alimentant un sentiment d'inquiétude bien au-delà des campagnes. Les drames de Minya Al-Qamh sont loin d'être des cas isolés. Chaque été, lorsque le thermomètre grimpe, les morsures de serpents et les piqûres de scorpions reviennent alimenter les rubriques des faits divers. De la Haute-Égypte au Delta, en passant par les Oasis et le Sinaï, les mêmes scènes se répètent : un agriculteur surpris dans son champ, un enfant jouant près d'un canal d'irrigation, une femme occupée aux travaux agricoles. Si les victimes changent d'une année à l'autre, le scénario, lui, reste presque toujours le même.

Les chiffres témoignent de l'ampleur du phénomène. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les serpents sont responsa-

bles chaque année de près de 5,4 millions de morsures dans le monde. Entre 1,8 et 2,7 millions d'entre elles provoquent une envenimation, entraînant de 81 000 à 138 000 décès. En Afrique, entre 435 000 et 580 000 personnes nécessitent chaque année un traitement après une morsure. En Égypte, faute de statistiques centralisées, il est difficile de mesurer précisément l'ampleur nationale du phénomène. Les études locales menées dans les gouvernorats de la Haute-Égypte montrent toutefois que les accidents se multiplient durant les mois les plus chauds et concernent particulièrement les zones rurales. A Assiout, une étude a recensé en moyenne plus de 300 cas de piqûres de scorpions par an, dont près de huit victimes sur dix étaient des enfants ou des adolescents. A Qéna, une autre étude portant sur 154 enfants hospitalisés confirme que les plus jeunes demeurent les premières victimes des envenimations. Dans les villages, ces chiffres prennent un visage bien concret. A chaque vague de chaleur, les habitudes changent. Les agriculteurs redoublent de vigilance, les familles surveillent les enfants et chacun apprend à composer avec une menace devenue plus visible. « Les serpents ont toujours fait partie de notre environnement, mais nous n'en avons jamais eu aussi peur. Aujourd'hui, avant d'entrer dans les champs, nous regardons où nous mettons les pieds. Nous secouons nos bottes, nous inspectons les tas de paille et nous évitons de sortir la nuit », raconte Ahmed Abdel-Rahmane, agriculteur dans un village de Charqiya.

Les Rifaiyya continuent d'être appelés pour capturer les serpents.

Pour les spécialistes, il ne s'agit pourtant pas d'une prolifération soudaine. Le Dr Mohamed Bachar, vice-directeur des services vétérinaires de Charqiya, rappelle que le comportement de cette faune est étroitement lié aux températures : « Les serpents sont des animaux à sang froid. Leur activité dépend directement de la température extérieure. Pendant l'hiver, ils restent en état de léthargie. Avec les fortes chaleurs, ils quittent leurs abris pour chercher de l'eau, de la nourriture ou des endroits plus frais. Les terres agricoles irriguées, les canaux, les amas de paille et les habitations rurales constituent alors des refuges idéaux ». Le Dr Bachar se veut toutefois rassurant quant à la nature de la menace. « La majorité des serpents présents en Égypte ne sont pas venimeux. Seules quelques espèces, dont le cobra égyptien, représentent un réel danger pour l'homme. Le problème n'est pas seulement la présence des reptiles, mais aussi le retard dans la prise en charge. En cas de morsure, chaque minute compte. Le patient doit être transporté immédiatement à l'hôpital afin de recevoir le sérum antivenimeux », explique-t-il.

Les Rifaiyya, entre héritage et croyances

Pourtant, lorsque les sirènes de l'ambulance se taisent et que l'émotion retombe, un autre nom revient

inévitamment dans les conversations des villages : celui des Rifaiyya. Dans de nombreuses régions rurales, notamment en Haute-Égypte, mais aussi dans certaines localités du Delta, ces chasseurs de serpents continuent d'être appelés dès qu'un reptile est repéré dans une maison, une étable ou un champ.

Leur réputation dépasse largement leur capacité à capturer des reptiles. Pour beaucoup d'habitants, ils sont les héritiers d'un savoir transmis de génération en génération, mêlant expérience du terrain, récitation de versets coraniques et connaissance du comportement des serpents. Certains leur attribuent même une protection particulière contre le venin. « Dès qu'un serpent apparaît, les habitants appellent d'abord un Rifai. Ils savent où chercher, comment approcher l'animal et comment l'éloigner sans mettre tout le village en danger. Même lorsqu'on prévient les autorités, on fait souvent venir un Rifai en attendant leur arrivée. C'est devenu un réflexe », raconte Réda Abdallah, agriculteur à Sohag. Cette confiance ne repose pas uniquement sur les croyances ou la superstition. Dans des villages éloignés des grandes villes, où les équipes de la protection civile peuvent mettre du temps à intervenir, les Rifaiyya représentent souvent la seule réponse immédiate face à un serpent qui s'est introduit dans une habitation. Leur parfaite connaissance des lieux, des habitudes des reptiles et des cachettes qu'ils privilégient leur permet d'agir rapidement.

Mais autour de cette pratique s'est progressivement construit tout un imaginaire. Beaucoup racontent que certains Rifaiyya reconnaissent l'espèce d'un serpent à la trace qu'il laisse sur le sable.

D'autres affirment qu'ils le font sortir de sa cachette en récitant des invocations.

es plus anciens parlent d'hommes capables de manipuler des cobras à mains nues ou de résister au venin grâce à une « baraka » (bénédiction) héritée de leurs ancêtres. « Les gens ne viennent pas seulement chercher quelqu'un qui attrape un serpent. Ils cherchent aussi à être rassurés. Le Rifai apporte un sentiment de sécurité. Il incarne une figure familière dans un moment où la peur prend souvent le dessus sur la raison », explique Ahmed Amer, anthropologue spécialiste des croyances populaires. Cette dimension psychologique explique pourquoi, malgré les campagnes de sensibilisation et les progrès de la médecine, les Rifaiyya continuent d'occuper une place singulière dans l'imaginaire collectif.

Leur intervention marque souvent le retour au calme. Une fois le reptile capturé, les habitants reprennent leurs activités, convaincus que le danger est écarté. Pour autant, les Rifaiyya eux-mêmes reconnaissent que leur rôle ne remplace pas celui des médecins. Lorsqu'une personne est mordue, ils sont nombreux à conseiller un transfert immédiat vers l'hôpital, rappelant que leur mission consiste à prévenir le danger en capturant les reptiles, et non à neutraliser les effets du venin.

Remèdes de grand-mère et urgence médicale

C'est précisément dans les minutes qui suivent la morsure que se joue le sort de la victime. Malheureusement, dans l'urgence, les premiers réflexes restent trop souvent dictés par des traditions obsolètes. Poser un garrot serré, inciser la plaie avec une lame de rasoir, tenter d'aspirer le venin avec la bouche ou appliquer des cataplasmes de boue, d'ail, de café moulu ou d'huile : autant de gestes que le corps médical juge dangereux. « Chaque été, nous luttons contre ces fausses bonnes idées », insiste le Dr Ali Mostafa, urgentiste à l'hôpital des fièvres de Abbassiya. « Le temps perdu à chercher un guérisseur ou à appliquer des remèdes traditionnels se compte en vies humaines. Le garrot coupe la circulation sanguine et aggrave la nécrose, l'incision favorise les infections et l'aspiration est totalement inefficace. Le seul traitement susceptible de sauver la victime est l'administration rapide du sérum antivenimeux dans un établissement de santé ». Conscient de cet enjeu, le ministère de la Santé renforce chaque été les stocks de sérums antivenimeux dans les hôpitaux publics et les établissements des gouvernorats les plus exposés. Les hôpitaux centraux et généraux de Charqiya, de Haute-Égypte, du Sinaï, de la mer Rouge et des Oasis, ainsi que les hôpitaux universitaires de Zagazig, d'Assiout, de Sohag, de Qéna, de Louxor et d'Assouan disposent de ces traitements, administrés gratuitement dans les services d'urgence.

Mais disposer d'une logistique performante ne suffit pas : il faut aussi déconstruire les mythes. Des campagnes de sensibilisation sont menées dans les dispensaires locaux et sur les réseaux sociaux afin de diffuser les trois réflexes essentiels : immobiliser le membre touché pour ralentir la progression du venin, nettoyer la plaie à l'eau claire et transporter immédiatement la victime vers le service des urgences le plus proche. Au-delà du choc culturel entre science et traditions, la récurrence de ces drames estivaux soulève une question environnementale majeure. Avec des étés de plus en plus précoces et des températures qui franchissent désormais régulièrement la barre des 45°C, les cycles naturels de la faune égyptienne subissent de profondes mutations. Les experts en biodiversité soulignent que l'urbanisation rapide, qui grignote les terres agricoles et les zones désertiques, pousse également ces espèces à cohabiter de force avec l'homme. Ce qui était autrefois un incident isolé tend ainsi à devenir un défi saisonnier de santé publique, aggravé par le dérèglement climatique. L'Égypte du XXI^e siècle avance ainsi sur une ligne de crête. Tandis que les hôpitaux se modernisent et que la science apporte des réponses concrètes, l'ombre du Rifai et les secrets des anciens continuent de planer sur les terres du Nil. Une dualité typiquement égyptienne, où la modernité tente de rassurer les corps, tandis que les traditions continuent d'apaiser les esprits.

C.G

COUR PÉNALE INTERNATIONALE

KARIM KHAN DESTITUÉ POUR AVOIR OSÉ DEMANDER DES COMPTES À ISRAËL

(2/2)

Les mandats d'arrêt originaux contre Netanyahu et Gallant restent en vigueur et seuls les juges peuvent les révoquer. Le régime israélien a présenté une série de recours judiciaires et deux d'entre eux sont toujours en attente. Le plus important d'entre eux est que le tribunal n'a pas compétence sur ses citoyens, car Israël n'est pas un État partie au Statut de Rome (argument qui ne s'applique pas aux accusés qui font partie du Sud global).

Par David Hears
In legrandsoir.info

Les mandats d'arrêt originaux contre Netanyahu et Gallant restent en vigueur et seuls les juges peuvent les révoquer. Le régime israélien a présenté une série de recours judiciaires et deux d'entre eux sont toujours en attente. Le plus important d'entre eux est que le tribunal n'a pas compétence sur ses citoyens, car Israël n'est pas un État partie au Statut de Rome (argument qui ne s'applique pas aux accusés qui font partie du Sud global).

Cette question fait désormais l'objet d'un bras de fer entre la Chambre d'appel et une chambre inférieure, et il est très possible que la résolution définitive n'intervienne pas avant 2027.

« Descendre de l'arbre »

Dans l'une des nombreuses propositions visant à faire reculer Khan, il a été suggéré de permettre au procureur général de « descendre de l'arbre ». Il a été proposé que Khan reclasse les mandats d'arrêt comme confidentiels. Cela permettrait à Israël de les contester à huis clos.

Pour autant que l'on sache, tout le travail relatif à Israël à la CPI est à l'arrêt. Deux procureures adjointes, Nazhat Shameem Khan, des Fidji, et Mame Mandiaye Niang, du Sénégal, restent à la tête du bureau. Toutes deux ont été sanctionnées par les États-Unis pour avoir maintenu les mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant après avoir pris la direction du bureau. Ceux qui sont à la tête de la campagne pour se débarrasser de Khan se vantent maintenant de vouloir d'autres têtes.

Qui sera le prochain ?

Le principal d'entre eux est le Département d'État américain. Son porte-parole, Tommy Pigott, a déclaré : « Karim Khan est un exemple paradigmatique de la corruption et de l'abus de sa prétendue autorité par la CPI. Il est positif qu'il soit parti, mais il n'est qu'un petit rouage de cette institution irrémédiablement corrompue. Le résultat d'aujourd'hui n'aura aucun impact sur les plans des États-Unis pour démanteler la CPI. »

Son chef, Marco Rubio, mène une campagne pour démanteler la CPI «



brique par brique », comme il l'a lui-même dit. Il a affirmé : « La Cour pénale internationale prétend devenir l'arbitre, exempt de toute responsabilité, d'une nouvelle loi mondiale, avec le pouvoir de poursuivre et d'arrêter nos citoyens à sa guise et de menacer de manière existentielle la souveraineté américaine. Nous apprendrons à la CPI ce que signifie vraiment la détermination américaine » (en réalité, il n'y a pas de mandat d'arrêt contre des Américains).

Encouragés par la destitution de Khan, d'éminents avocats pro-israéliens menacent désormais ouvertement d'autres cibles, comme Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations Unies pour les territoires palestiniens occupés.

Hillel Neuer, directeur d'United Nations Watch, a publié : « L'immunité est terminée pour les fonctionnaires internationaux qui abusent de leurs fonctions. Le procureur de la CPI, Karim Khan, a abusé sexuellement de ses employées. Notre campagne pour le destituer a réussi : il vient d'être licencié. » « Tu es la prochaine, @FranceskaAlbs. Ton soutien au terrorisme du Hamas aura des conséquences. »

Remarquez le mot « notre »

Mais, bien sûr, à ce stade, Neuer ne pouvait pas être plus précis. Le ministre des Affaires étrangères du régime israélien, Gideon Sa'ar, a joué un « rôle actif » dans la décision des États membres de la CPI de destituer Khan.

Sa'ar a supervisé « un groupe de travail spécifique et a mené d'intenses efforts diplomatiques visant à garantir la destitution de Khan », selon Guy Azriel, correspondant diplomatique d'i24 News.

Netanyahu, qui s'est félicité de la décision, a publié qu'il avait parlé avec Rubio de porter le coup de

grâce à la CPI. « Il a réaffirmé une fois de plus la détermination des États-Unis à agir fermement contre cette institution — une institution qui sape la justice, attaque des nations démocratiques et souveraines, et prétend subordonner leur sécurité aux décisions de fonctionnaires corrompus et irresponsables à La Haye », a écrit Netanyahu.

En se joignant à la campagne pour destituer Khan, Roth n'a pas protégé la CPI ni ses collègues avocats des droits de l'homme de ce type d'abus et d'attaques. Il a mis encore plus en danger à la fois la cour et eux-mêmes.

Une bataille perdue

Il est révélateur que, le jour même de la destitution de Khan, l'ONU ait voté en faveur de l'octroi à l'avocat autrichien Volker Turk d'un autre mandat de quatre ans en tant que responsable des droits de l'homme. Israël a ignoré ce revers et n'a fait aucun effort appréciable pour le contrer.

C'est parce qu'il sait que ce que fait l'ONU est sans importance. Elle a émis résolution après résolution, déclaration après déclaration, rapport après rapport et rien n'a changé en ce qui concerne l'occupation, sauf pour le pire.

Mais ce qu'a fait Karim Khan a eu un grand impact. Ce fut la menace internationale la plus importante pour Israël depuis qu'il a entamé son génocide à Gaza. C'est pourquoi il fallait se débarrasser de Khan.

Une bataille perdue

La vidéo de Mamdani dans laquelle il condamne Netanyahu comme criminel de guerre a dépassé les 200 millions de vues.

Après la destitution de Khan, YouGov a interrogé les adultes américains pour savoir si les autorités

américaines devraient arrêter Netanyahu à son retour. 46 % ont répondu oui, 28 % non et 25 % n'étaient pas sûrs.

Le lendemain, le maire de Londres, Sadiq Khan, a déclaré que Netanyahu était un criminel de guerre et qu'il n'était pas le bienvenu à Londres. Tel est l'héritage d'un procureur britannique tétu qui a refusé de se laisser intimider.

Les États membres de la CPI ont suspendu l'épreuve de défendre la justice internationale. Le regretté sénateur Lindsey Graham avait raison lorsqu'il a dit que la CPI était réservée aux « Africains et aux brutes comme Poutine. Pas pour des démocraties comme Israël et les États-Unis ». Car c'est ainsi que s'est comportée la majorité de ses États membres. Lorsqu'ils ont été soumis à la pression, ils ont cédé et, malheureusement, cela inclut le Sud global. Lorsqu'ils ont besoin de justice internationale et découvrent qu'elle n'existe pas, ils ne peuvent que se regarder dans le miroir. Quoi qu'il arrive maintenant avec Khan, son nom restera à jamais lié aux mandats d'arrêt de la CPI contre Netanyahu et Gallant, qui restent la réponse la plus efficace, la plus sérieuse et la plus significative que la communauté internationale ait apportée au génocide à Gaza. Toutes les autres réponses sont purement rhétoriques. C'est pourquoi Israël s'est tant efforcé de se débarrasser de Khan. Ces mandats d'arrêt mettent en lumière les crimes de guerre israéliens comme jamais auparavant et, pour la première fois dans ce conflit, ils tentent d'obtenir que les plus hauts responsables du pays en répondent.

Khan a osé tenir tête aux puissants pour chercher justice pour les victimes, et tel sera son véritable héritage.

D.H

F
E
N
R
E
T
N
E



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

ENFIN UN LIVRE SUR YUCEF ABDJAOU

Youcef Abdjaoui est l'un des plus grands chanteurs kabyles de tous les temps. C'est indéniable. Il a son propre style. Il a composé des chefs-d'oeuvre aussi bien sur le plan musical que poétique.

Certaines de ses chansons sont devenues tout simplement mythiques. D'autres sont de véritables hymnes à l'amour. Il était temps qu'un livre soit écrit sur ce monument de la culture. Et c'est un spécialiste exceptionnel et non des moindres de la chanson qui en est l'auteur. Il s'agit du brillant ethnomusicologue Mehenna Mahfoufi. Ce dernier est l'un des meilleurs spécialistes en la matière. Il est docteur en ethnomusicologie de l'université Paris X-Nanterre/Cnrs Musée de l'Homme-Paris.

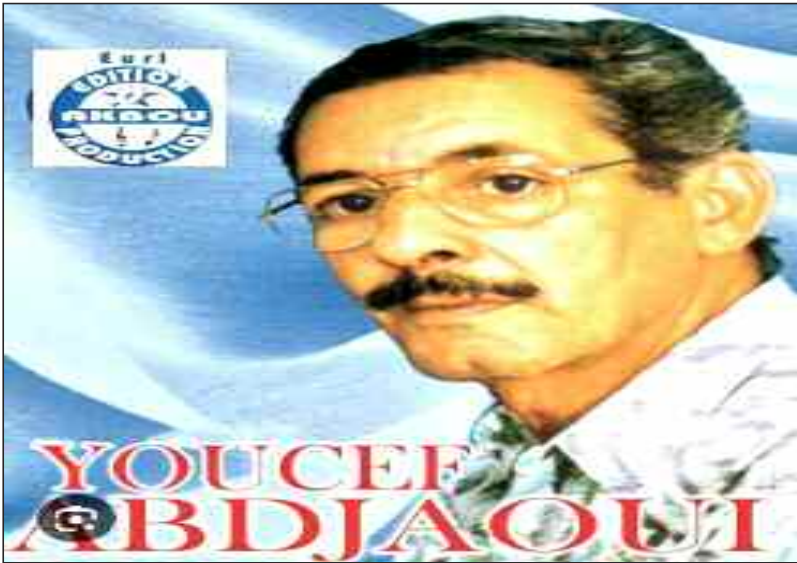
Il a publié de nombreux livres sur des figures de proue de la chanson kabyle dont Cheikh El Hasnaoui. Ses livres les plus récents sont «Slimane Azem, l'impossible retour» et «Musiques en héritage et société dans les villages de la Kabylie».

Une carrière musicale d'un demi-siècle

Dans ce livre qui fera sans doute le bonheur des fans de Youcef Abdjaoui, mais aussi des lecteurs de manière générale, l'auteur Mehenna Mahfoufi rappelle que Youcef Abdjaoui de son vrai nom Mohand-Arezki Alliouche est arrivé à la chanson en 1949.

Youcef Abdjaoui qui nous a quittés précocement en 1996, jouait déjà de la guitare en cachette de ses parents, révèle Mehenna Mahfoufi. Puis, ajoute ce dernier, Youcef Abdjaoui répond à un appel de la radio dans le cadre de l'émission radio-crochet devenue, après l'indépendance, Les chanteurs de demain (Ighenayen n uzekka). Dès le départ, le grand artiste opte pour un pseudonyme: Youcef Abdjaoui.

De Bgayet, raconte Mehenna



Mahfoufi, il se rend à Alger, et en 1950, il traverse la Méditerranée.

Il séjourne à Paris pendant une période d'environ dix mois puis il entame une carrière musicale qui a duré près d'un demi-siècle, ajoute l'auteur.

En 1959, en pleine guerre de Libération nationale, il s'installe en France en tant que travailleur émigré et devient en même temps collecteur de fonds de la Fédération de France du Front de Libération nationale (FLN), rapporte l'auteur en ajoutant que, dénoncé à la police parisienne, Youcef Abdjaoui entre dans la clandestinité.

Un artiste fécond

«Mais vers novembre 1961, le FLN l'exfiltre vers la Tunisie où il intègre la troupe artistique du FLN/ALN basée à Ghardimaou», souligne l'auteur en précisant que dans le cadre des activités de cette troupe, Youcef Abdjaoui, tout comme Farid Ali, aura le loisir de chanter dans sa langue maternelle: le kabyle. Revenu au pays à l'indépendance, Youcef Abdjaoui continue à produire des chansons qui traitent de thèmes divers: sociaux, politiques et religieux. En

plus donc de la masse d'informations et de l'analyse que fait l'écrivain de l'oeuvre et du parcours de Youcef Abdjaoui, le lecteur aura l'agréable surprise de découvrir une interview inédite du regretté artiste réalisée à peine deux mois avant son décès.

L'analyse de l'oeuvre de Youcef Abdjaoui, basée sur 121 textes extraits de sa riche production, révèle un artiste fécond qui fût un témoin de son temps, conclut Mehenna Mahfoufi dont le titre du livre est: «Youcef Abdjaoui ou la chanson kabyle chevillée au coeur». Le regretté Youcef Abdjaoui est né le 16 décembre 1932 au village Ath Allouane (Akkfadou) dans la wilaya de Béjaia.

Parmi ses chansons-cultes, on peut citer «Yegguma wul akem-yetsu», «Tit d wul», «Ayghar inid ayghar», «Qim kan qim» en hommage à son ami Matoub Lounès, «Refdagh-d lkas», etc

Aomar MOHELLEBI In L'Expression

Mhenna Mahfoufi est: Docteur en ethnomusicologie de l'Université de Paris X-Nanterre Membre de la S.F.E. (Société

Française d'Ethnomusicologie)

Lauréat du Prix Mouloud Mammeri 1993 (Algérie)

Directeur de L'association culturelle OMIME (Observatoire des Musiques issues de l'Immigration Maghrébine en Europe)

Maîtrise d'éducation musicale Travaux (extrait):

1981: Quelques aspects de la musique dans Kabylie traditionnelle. Mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII.

1990: Le chant d'évocation amoureuse de type ahiha de Grande Kabylie.

1994: La chanson de l'immigration kabyle: une rétrospective.

1997: Plaquette de 40 pages sur les Musiques et sociétés du monde berbère.

1998: Les chants kabyles de la guerre d'Algérie.

1998 Le répertoire musical d'un village berbère d'Algérie.

1999: La recherche algérienne de Bela Bartok (traduit en italien, anglais et arabe)

Nombreuses missions de collectages (terrain : Algérie : depuis 1982).

Participations:

Participation à de nombreux congrès internationaux en tant que chercheur sur le domaine des musiques berbères : France, Allemagne, Tunisie, Liban, Italie, Belgique.

Nombreuses conférences : différentes universités, Institut du Monde Arabe, conservatoires de musique (Créteil, Vitry, Alfortville, CNR Aubervilliers la Courneuve), etc.

De nombreux musiciens collaborent avec Mehenna Mahfoufi pour la valorisation, la création et la diffusion des musiques berbères et arabes issues de l'immigration maghrébine en Europe.

Source: association culturelle OMIME

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 11 aout 2026

ÔTE- TOI DE MON SOLEIL!

Alexandre le Grand et Diogène : la leçon d'un philosophe au roi du monde

L'histoire de la rencontre entre Alexandre le Grand et Diogène de Sinope traverse les siècles comme une leçon de sagesse et de liberté intérieure.

Alexandre, maître du plus grand empire de son temps, entend parler d'un philosophe étrange vivant dans un tonneau, méprisant les richesses et les honneurs. Intrigué, il va à sa rencontre, curieux de comprendre cet homme qui semblait n'avoir besoin de rien.

Lorsqu'il se tient devant lui, Alexandre lui dit : « Demande-moi ce que tu veux, je te l'offrirai.

»

Diogène lève les yeux, observe l'homme le plus puissant du monde et lui répond simplement :

« Ôte-toi de mon soleil. »

Cette réponse, à la fois tranchante et lumineuse, frappe Alexandre. Il comprend alors que ce philosophe, dépourvu de tout, possède une

liberté que même lui, l'Empereur, n'a pas.

Car Diogène n'était prisonnier d'aucun besoin.

Aucune ambition. Aucune dépendance.

Sa vie simple était son royaume.

Et sa liberté, son trône.

Alexandre aurait déclaré ensuite :

« Si je n'étais pas Alexandre, j'aimerais être Diogène. »

Cette histoire est plus qu'une anecdote :

C'est un miroir.

Un rappel que le pouvoir et la richesse ne valent rien face à la paix d'esprit, la cohérence intérieure, et la capacité à être soi sans artifice.

Dans un monde obsédé par l'avoir,

Diogène nous rappelle la puissance d'être.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 11 aout 2026





Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
04:17	13:03	16:51	20:00	21:36

COOPÉRATION ALGÉRO-CHINOISE ET GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE

ABDELKADER DJELLAQUI FAIT LE POINT AVEC LA DIRECTION DU GROUPE CHINOIS CCCG

L'avancement du chantier d'agrandissement du complexe portuaire phosphatier d'Annaba ainsi que la modernisation de la desserte ferroviaire minière Est ont fait l'objet de discussions poussées, ce mercredi au siège du ministère, entre le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et Chen Zhong, directeur général adjoint de la société China Communications Construction Group (CCCC).

Par Ali Boudefel

Selon une note d'information émanant des services ministériels, le dirigeant chinois séjourne en Algérie afin de contrôler le déroulement des opérations engagées sur ces deux infrastructures clés prises en charge en partenariat avec des entités chinoises. Organisée en présence de cadres dirigeants du secteur, du responsable de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP) et de membres des filiales CRBC (China Road & Bridge Corporation) et CHEC (China Harbour Engineering Company), cette rencontre de travail a donné lieu à un bilan technique approfondi de l'ensemble des interventions programmées. Cette séance de travail a permis d'évaluer la rapidité du rythme d'exécution, le respect des étapes de livraison et l'efficacité des dispositifs mis en place pour accélérer les opérations. Les participants ont réaffirmé la nécessité d'une concertation constante entre l'ensemble des intervenants et d'un



contrôle direct sur le terrain pour lever au plus vite les difficultés susceptibles

d'entraver l'avancée des chantiers. Ces exigences s'expliquent par la dimension hautement stratégique de ces réalisations pour le renforcement des transports miniers et maritimes du pays. À cet effet, M. Djellaoui a donné des directives claires afin de maintenir un rythme d'exécution soutenu, d'intensifier la coopération avec les institutions compétentes pour surmonter les blocages éventuels et d'exiger une conformité rigoureuse aux standards de qualité tout en respectant les échéances prévues. En vue de vérifier concrètement la situation sur le terrain, Chen Zhong doit entamer une tournée d'inspection sur les sites du port d'Annaba et de la liaison ferroviaire. Il sera accompagné par un délégué du ministère, par les représentants des compagnies chinoises d'exécution ainsi que par des responsables de l'ANRIP et de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF).

A.B

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

BADDARI REÇOIT LE PHYSICIEN ALGÉRIEN NOUREDDINE MELIKECHI

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a reçu, mercredi à Alger, le physicien algérien et membre fondateur du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, le professeur Noureddine Melikechi, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre a porté sur "les moyens de renforcer et de favoriser localement le transfert de technologie dans

les domaines stratégiques du pays et de tirer profit des expériences et expertises modernes, en vue de soutenir l'innovation et de développer les compétences nationales", précise la même source. A cette occasion, le professeur Melikechi, en sa qualité de vice-coordonateur du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, a évoqué "le début des travaux du Conseil conformément aux missions qui lui sont assignées". La

rencontre a également été l'occasion de présenter "un plan d'action pour la mise en place d'une mobilité académique" des enseignants et des étudiants entre les Ecoles du Pôle scientifique et technologique "chahid Abdelhafid-Ihaddaden" de Sidi Abdellah (Alger) et l'Université du Massachusetts (UMass) aux Etats-Unis, ajoute le communiqué.

RA

ASTRONOMIE

OBSERVATION HIER DE L'ÉCLIPSE SOLAIRE DANS LE CIEL ALGÉRIEN

L'éclipse solaire partielle a été observée, mercredi soir, dans le ciel algérien, un phénomène exceptionnel suivi par de nombreux citoyens à travers différentes wilayas du pays. En prévision de cet événement, le ministère de la Jeunesse, en collaboration avec plusieurs associations, a organisé une observation à l'échelle nationale de ce phénomène astronomique singulier qui a suscité l'intérêt des passionnés d'astronomie et des observateurs. Dans ce cadre, la plage des Sables d'Or à Zéralda (Alger) a abrité une vaste opération nationale d'observation et de suivi de ce phénomène, à laquelle ont pris part des clubs d'astronomie relevant des établissements de jeunes et des associations spécialisées partenaires du secteur, en présence de plus de 2.000 enfants issus de différents centres de vacances et de loisirs à travers le pays. A cette occasion, le sous-directeur au ministère de la Jeunesse, Youcef Koratbi, a souligné que cette activité scientifique constitue "la concrétisation du projet pédagogique unifié" lancé cette année par le ministère en

vue de renforcer les compétences scientifiques et technologiques, notamment chez les enfants. Le ministère "a mobilisé l'ensemble des clubs d'astronomie récemment créés et mis à disposition des appareils d'observation et des télescopes professionnels permettant aux enfants de vivre une expérience exploratoire, tout en respectant pleinement les recommandations des spécialistes, afin de garantir la sécurité de tous les participants". De leur côté, nombre des jeunes ont salué "l'organisation optimale" assurée par le ministère de la Jeunesse, ainsi que le respect par les participants des consignes et des orientations préventives qui leur ont été fournies, à l'occasion de cet événement astronomique exceptionnel. L'éclipse est visible depuis l'Algérie à des degrés variables selon le lieu d'observation. Le taux d'occultation du disque solaire a atteint environ 97 %, tandis qu'il s'élève à 96 % à Alger, avant de diminuer progressivement à mesure que l'on se dirige vers l'est et le sud.

RA

COOPÉRATION BILATÉRALE

AIT MESSAOUDENE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN EN ALGÉRIE

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu l'ambassadeur de la République du Kazakhstan auprès de l'Algérie, Anuarbek Akhmetov, indique, mercredi, un communiqué du ministère. La rencontre, tenue au siège du ministère, en présence des cadres de l'administration centrale, a été l'occasion de s'entretenir sur l'état et les perspectives de la coopération entre l'Algérie et le Kazakhstan dans le domaine de la santé, et d'échanger les vues sur les voies et moyens de développer le partenariat entre les deux pays, ainsi que les expertises et les expériences. Dans ce cadre, le ministre a présenté un exposé sur le système de santé en Algérie, notamment les efforts consentis en matière de prévention et de rapprochement des services de santé du citoyen, en sus de l'évolution que connaît le secteur, notamment dans le domaine de la modernisation des modalités de prise en charge sanitaire. Le ministre a également passé en revue, à cette occasion, l'expérience algérienne dans nombre de domaines, notamment la transplantation d'organes et la

recherche scientifique, tout en relevant "le rôle central" accompli par l'Institut Pasteur Algérie (IPA) dans les domaines de la recherche scientifique, du diagnostic de référence et de la surveillance épidémiologique, ainsi que dans le développement des compétences et le renforcement de la coopération scientifique dans le domaine de la santé, à même de contribuer au soutien du système national de santé. De son côté, l'ambassadeur de la République du Kazakhstan a évoqué l'expérience kazakhstanaise dans le domaine de la transplantation d'organes, notamment la transplantation cardiaque, ainsi que l'évolution réalisée dans le domaine de la lutte contre le cancer. A cet égard, les deux parties ont réaffirmé leur attachement à poursuivre l'action commune, afin de développer la coopération algéro-kazakhstanaise dans le domaine de la santé et d'identifier les domaines prioritaires susceptibles d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat entre les établissements et organismes de santé des deux pays, conclut le communiqué.

RA

EXPLORATION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE L'EGYPTE LANCE UN APPEL D'OFFRES POUR 14 CONCESSIONS

L'Egypte a lancé un cycle d'appels d'offres internationaux pour l'exploration pétrolière et gazière dans 14 nouvelles zones, a annoncé mercredi le ministre du Pétrole et des Ressources minérales, Karim Badawi. L'appel d'offres concerne 8 blocs gérés par l'EGAS (Egyptian Natural Gas Holding Company), répartis en mer Méditerranée, dans le delta du Nil et dans le nord du Sinaï. Il porte également sur 6 blocs gérés par l'EGPC (Egyptian General Petroleum Corporation), si-

tués dans le golfe de Suez, le Sinaï et le désert occidental. S'exprimant lors d'une réunion avec les responsables d'entreprises internationales implantées en Egypte, M. Badawi a affirmé que cette initiative vise à attirer des investissements indispensables pour soutenir la production locale et atteindre les objectifs du plan quinquennal axé sur l'augmentation des taux de production.

RI